

# Critique Communiste

revue mensuelle  
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 23

novembre 83 14 fr.

## Sommaire

Du Liban à Grenade



**CHOMAGE ET AUTOMATION  
L'IMPASSE CAPITALISTE**



**Dominique Fernandez  
et la tragédie homosexuelle**



## Contributions

à la discussion pour le VI<sup>e</sup> Congrès  
de la LCR

Dossier

## Editorial

# Du Liban à Grenade

**L**A brutale et cynique invasion de Grenade par les marines US soulève à juste titre l'indignation générale. Quoi de plus symbolique et révoltant que le géant nord-américain écrasant l'île lilliputienne de Grenade et une révolution qui mobilisait ses 110 000 habitants ? Il est vrai — comme l'affirmait Fidel Castro naguère — qu'il n'existe pas de « petits peuples », et qu'une révolution, même dans une île des Petites Antilles, peut donner l'exemple aux pays dominés par l'impérialisme au sud du Rio Grande.

Si l'indignation se veut unanime dans le monde, elle est pour certains bien amère et hypocrite. Par son coup à Grenade, Reagan prend à revers les hérauts de la « démocratie occidentale », grands amateurs de Pershing et pourfendeurs de « péril soviétique ». Le cow-boy de la Maison-Blanche ne s'embarrasse pas des formes auxquelles tiennent tant nos ténors de la démocratie capitaliste. Ces derniers se montrent d'autant plus dépités que leur ralliement à la défense du « monde libre » est récent ! Spécimen typique de cette espèce, M. July se désole dans les éditoriaux de son quotidien : les Soviétiques vont ramasser la mise, Reagan alimente « l'esprit munichois » qui se manifesterait de façon si inquiétante dans le mouvement pacifiste européen. Ces messieurs à la mode du directeur de *Libération* voudraient un impérialisme américain bien propre et présentable, qui ne déchire pas si ostensiblement les valeurs au nom desquelles est menée la campagne anticomuniste et justifié le surarmement impérialiste. Leur embarras ne mérite cependant nulle sollicitude : comme bien d'autres avant eux, il leur faudra faire taire leurs « scrupules démocratiques », avaler par le manche le drapeau des « droits de l'homme », et avancer, vaille que vaille, sur la voie qu'ils ont choisie, celle de la défense du monde capitaliste.

Moins larmoyante mais tout aussi hypocrite est la protestation des dirigeants européens. Les réserves émises par Thatcher ne cachent pas sa complicité avec Reagan, même si le coup de ce dernier à Grenade met le Premier ministre de Sa Majesté dans l'embarras. Ne voit-on pas, outre-Manche, les dirigeants travaillistes lever la bannière (il fallait se baisser bien bas pour la ramasser) de l'ex-empire britannique blessé à Grenade dans son orgueil, pour atteindre la « dame de fer » dans le prestige très particulier qu'elle s'est acquise en lançant la Navy à la reconquête des Malouines ?

La condamnation du gouvernement français relève d'autres préoccupations et d'autres contradictions. Les dirigeants socialistes de la République française entretenaient théoriquement des relations de solidarité politique avec les chefs de la révolution à Grenade, liés eux-mêmes à l'Internationale socialiste. Mitterrand, Mauroy et Cheysson n'ont trouvé d'autre motif à condamnation du coup de force américain que celui-ci : « *La société internationale repose sur des principes, en particulier sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui ont partout la même valeur.* »

Cette valeur, nos dirigeants socialistes — comme communistes — savent pourtant qu'elle est nulle : la « société internationale », comme ils disent, ne repose sur aucun principe, et certainement pas sur celui qui stipule le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Elle repose sur le droit du plus fort et, présentement, sur le droit que se sont arrogés les vainqueurs de la seconde guerre mondiale de décider à leur guise, et selon leurs intérêts, du sort des peuples

dans leurs zones d'influence respectives. La « paix mondiale » repose depuis vingt-huit ans sur cet accord, négocié à Yalta, Téhéran et Podsdam par Staline, Roosevelt et Churchill. Seuls les mouvements révolutionnaires, en Chine, au Vietnam, en Algérie et présentement en Amérique centrale ont remis en question, parfois victorieusement, ce *statu quo* sur lequel ont reposé les dites « relations internationales ».

Mitterrand le sait fort bien qui chausse les bottes de saut de Giscard en Afrique ; qui affirme lui-même la prétention du coq gaulois à dire son mot sur la scène internationale. Car il n'a trouvé, devant les cadavres de cinquante appelés français tués à Beyrouth, que cet argument pour justifier sa politique interventionniste : l'ambition de la France (de l'impérialisme français) à demeurer une puissance qui compte parmi les grandes nations ! Et cet autre : le maintien, à travers le conflit libanais, de l'équilibre du monde. C'est Mitterrand lui-même qui nous ramène à Yalta.

Mais nos socialistes — et leurs alliés quelques peu gênés du PCF — n'ont pas l'impudence brutale d'un Reagan. Leur impudence à eux, démocrates sociaux-impérialistes, consiste à couvrir de formes juridiques — bien minces en réalité — les entreprises impérialistes et guerrières dans lesquelles ils se lancent. L'argument est présentement celui des « gouvernements légitimes » auprès desquels sont dépêchés les paras français. Il n'échappe à personne que la libre décision des peuples n'a rien à voir avec la « légitimité » d'un Habré qui a conquis le pouvoir à N'Djamena grâce aux armes et aux dollars de la CIA, ou avec la « légitimité » du chef phalangiste Amine Gemayel, mis en place à Beyrouth par Begin et Ariel Sharon, et co-responsable avec ses parrains des massacres de Sabra et Chatila.

La couverture juridique ne pouvant tenir lieu de motivation politique à l'intervention militaire, les raisons ont été prononcées par Mitterrand lui-même à Beyrouth. Elles sont identiques, quand au fond, à celle de Reagan envahissant l'île de Grenade. Les raisons d'un impérialisme de deuxième zone, qui se dresse sur ses ergots et donne du bec pour sauver ses positions dans le monde, ne valent pas mieux que celle d'un impérialisme dominant qui use comme seul motif de la loi du plus fort.

Paras français et marines américains sont compagnons d'armes à Beyrouth. Ils défendent la même cause, les mêmes intérêts ; ils sont les seuls supports d'un Etat pro-occidental que les impérialistes tentent de reconstruire au Liban à partir de Beyrouth.

Reagan a pressé un gouvernement français qui lambinait trop à son gré d'intervenir au Tchad, « sa zone d'influence ».

Mitterrand se fait en Europe, de concert avec Thatcher et contre l'opinion majoritaire des populations concernées, contre même l'avis des partis socialistes allemand, scandinaves ou flamand, l'avocat tranchant de l'installation des Pershing US.

Tels sont les engagements des dirigeants socialistes, et de leurs alliés communistes. Qu'ils entrent en contradiction avec Reagan quand celui-ci, par manque de savoir-vivre international, jette une ombre inquiétante sur leurs propres entreprises, cela les regarde. Nous savons en tout cas ce que valent leurs protestations verbales à propos de Grenade.

Reagan a voulu montrer, en envahissant Grenade, que l'impérialisme US userait sans hésitation de son droit du plus fort, quoi qu'en pensent ses alliés dans le monde. L'avertissement lancé par Reagan est destiné aux peuples du monde qui aspirent à leur libération, et en tout premier lieu à ceux du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala.

Relever ce défi, c'est aussi, pour les révolutionnaires en France, s'opposer aux aventures de notre propre impérialisme, à la campagne chauvine et militariste menée tambour battant depuis quelques semaines dans tous les médias.

Non aux Pershing, non à la force de frappe française, retrait des troupes du Liban et du Tchad, solidarité avec les peuples de Cuba, de Grenade et d'Amérique centrale, telles sont les exigences sur lesquelles il est urgent de mobiliser la classe ouvrière et la jeunesse de notre pays.

□

# Chômage et automation

## L'impasse capitaliste

Maxime DURAND

**P**our paraphraser le début du *Capital*, la crise des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de chômeurs. Voici en effet le taux de chômage dans les principaux pays capitalistes en février 1983 :

Espagne	16,9%
Pays-Bas	14,5%
Belgique	14,1%
Royaume-Uni	13,0%
Canada	12,5%
Italie	12,0%
Etats-Unis	10,4%
Allemagne	9,1%
France	8,6%

Le **Graphique I** illustre l'irrésistible montée du chômage sur les dix dernières années en France. Il montre aussi que des artifices comme les contrats de solidarité du début 1983 ne réussissent pas à infléchir significativement cette tendance.

Ce dossier a pour objectif de relier le problème du chômage à ses divers déterminants. Il essaiera de répondre à trois séries de question :

- Quelles sont les causes essentielles du chômage et ses perspectives d'évolution ?
- Quels sont les effets de l'automation sur l'emploi ?
- Le capitalisme peut-il sortir de la crise et résorber la chômage ?

## I) LES RACINES DU CHOMAGE CAPITALISTE

### Les paramètres du chômage

La montée du chômage doit être rapportée à un certain nombre d'évolutions dont elle est la résultante. Le **graphique II** permet d'examiner les différentes grandeurs à comparer. Sur les dix dernières années, pour l'ensemble de l'économie, production et productivité évoluent de manière parallèle, ce qui implique le maintien approximatif du nombre d'emplois sur la période.

Ceci résulte d'une première relation qui sert à définir la productivité :

$$\text{production} = \text{effectifs} \times \text{productivité par tête}$$

Mais on peut écrire une seconde égalité faisant intervenir la durée du travail.

$$\text{Nombre d'heures travaillées} = \text{effectifs} \times \text{durée du travail}$$

Le **tableau I** fait le bilan de l'emploi sur 1973-1982 selon cette double décomposition où l'on prendra en considération la productivité par heure de travail qui est plus représentative des progrès de la technique (d'extraction de la plus value). Ce tableau fait apparaître plusieurs résultats importants : sur l'ensemble de l'économie, seule la réduction de la durée du travail a pu compenser la baisse du nombre d'heures travaillées générées par les gains de productivité horaire.

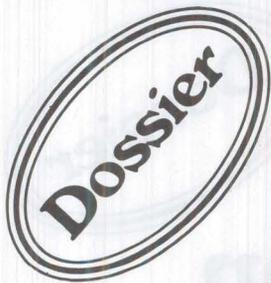
Mais l'industrie connaît une situation toute différente marquée par un ralentissement de la production plus accusé et des gains de productivité maintenus : ces effets se combinent pour conduire à une réduction notable de plus de 20% du nombre d'heures travaillées, que la baisse de la durée du travail vient limiter, si l'on peut dire, à la suppression d'un emploi industriel sur sept en dix ans.

### 1974-1982 :

### La production des chômeurs

Le **tableau II** fait le bilan des créations et suppressions d'emplois par secteurs depuis l'entrée en crise. En moyenne 184 000 emplois ont été supprimés dans l'agriculture, l'industrie et le bâtiment soit 1 472 000 sur ces huit années. c'est essentiellement dans la sphère des services qu'ont été créés des emplois nouveaux pour un total à peu près équivalent de 1 447 000, soit 180 900 en moyenne par an. Reste une destruction nette de 25 600 emplois (soit 3 200 par an).

Or, dans le même temps, la population active disponible a augmenté de 1 227 200 (soit 143 400 par an) ce qui vient s'ajouter aux suppressions d'emplois pour porter à 1 252 800 le nombre de chômeurs — au sens du B.I.T. — créés sur la période : 156 600 par an !



vieux équipements et de compenser une importante réduction de la durée du travail (35 heures en 1986).

Dans cet avenir rose, d'ores et déjà rendu caduc par l'austérité, le pouvoir d'achat du salaire augmente, et donc la consommation. C'est pourquoi l'emploi global augmente de 75 000 par an, ce qui est plus que les 55 000 de la période 1973—1980.

• **Le scénario gris** repose sur un « compte technique » de février 1983, bien marqué par l'austérité : stagnation du pouvoir d'achat, moindre réduction de la durée du travail. Au total cela entraîne une perte de 100 000 emplois par an !

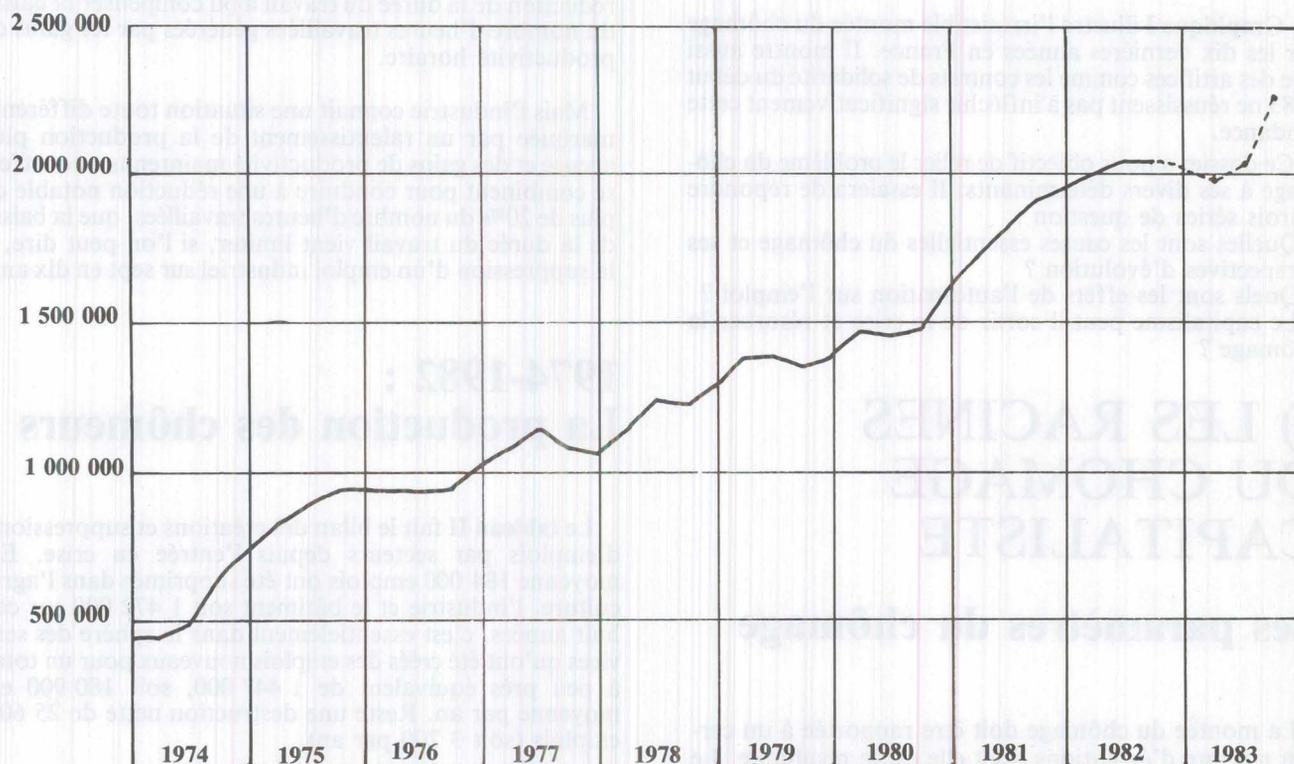
Le **tableau III** permet de mesurer l'ampleur des dégâts secteur par secteur. Proportionnellement aux effectifs totaux, les plus touchés sont l'agriculture, l'automobile, le cuir, les matériaux de construction, les matériels électriques professionnels et la sidérurgie. Il faut remarquer aussi le relatif optimisme du scénario gris quant à la création d'emplois dans les services aux entreprises (notamment l'informatique) : c'est un chiffre bien ambitieux du plan électronique !

C'est le nombre d'emplois qu'il aurait fallu créer pour répondre à l'accroissement de la population active. Et même davantage car la population active est une grandeur potentielle : le chômage décourage certaines franges de la population de chercher un emploi.

Les perspectives du IX<sup>e</sup> Plan sont tout aussi noires ; on reprendra ici les données publiées dans *Rouge* du 27 mai dernier comparant les résultats obtenus à partir de deux scénarios.

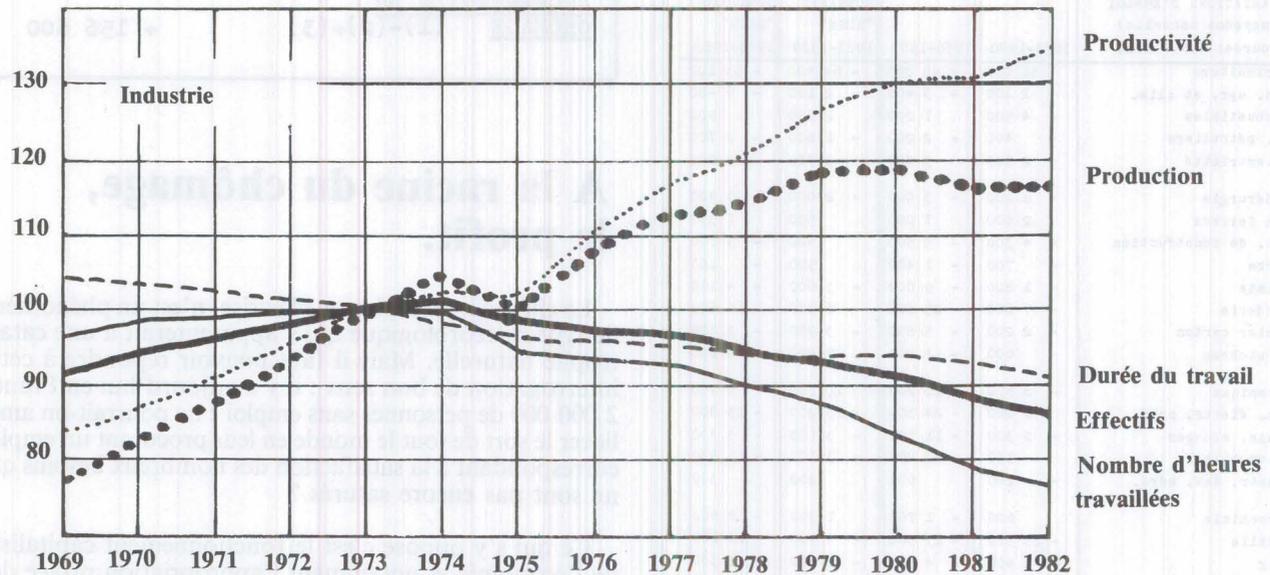
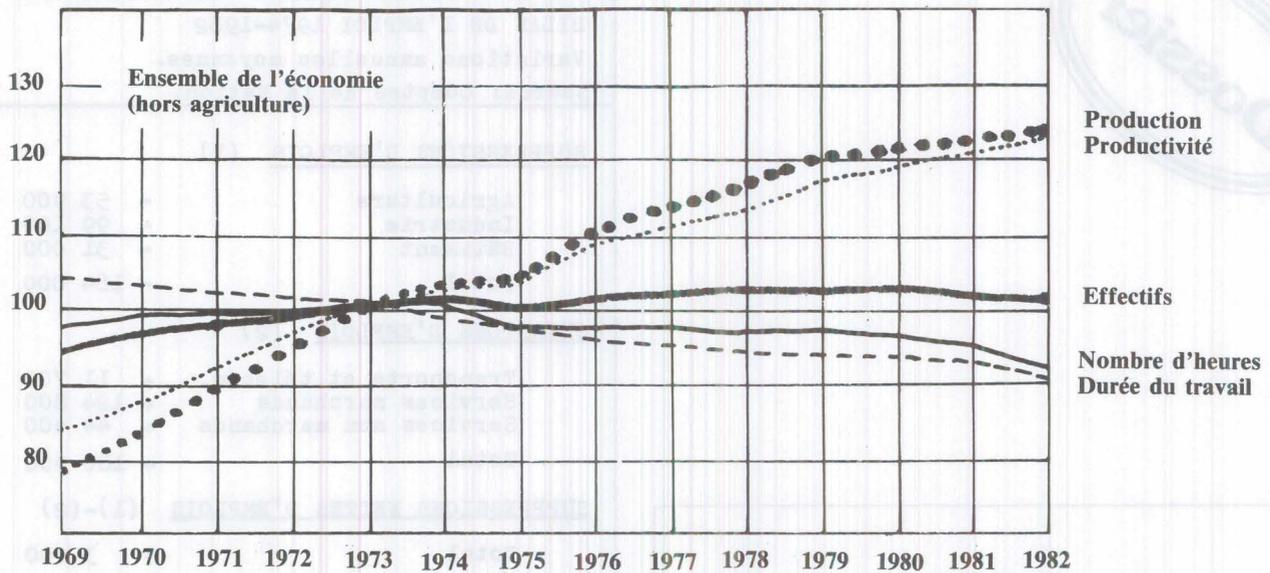
• **Le scénario rose** (scénario AZ de référence dans la préparation du IX<sup>e</sup> Plan) est délibérément optimiste : reprise de la croissance mondiale, rétablissement du profit, et surtout reprise de l'investissement, en vue de remplacer les

Ces perspectives sont catastrophiques : aux 100 000 suppressions d'emploi, il faut en effet ajouter au moins 100 000 emplois nécessaires pour répondre à l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. Cela ferait sur les cinq années du IX<sup>e</sup> Plan, un accroissement de 1 million du nombre de chômeurs, qui passerait ainsi de 2 millions aujourd'hui à 3 millions en 1988 !



Graphique 1.

Evolution du chômage en France. Source : Comptes de la nation et estimations pour 1983.



Graphique 2.  
Production, productivité et emploi. Base 100 en 1973. Source : Comptes de la nation.

Tableau 1. LES COMPOSANTES DE L'EMPLOI . Source:INSEE		
Variation 1973-1982	Ensemble de l'économie	Industrie
Production	+ 24,2%	+ 16,2%
Productivité horaire	+ 34,4%	+ 47,7%
Nombre d'heures travaillées	- 7,7%	- 21,4%
Durée du travail	- 8,9%	- 8,9%
Effectifs	+ 1,3%	- 13,7%

Tableau 2.

BILAN DE L'EMPLOI 1974-1982  
Variations annuelles moyennes.  
Source: Comptes de la Nation.

<u>SUPPRESSIONS D'EMPLOIS</u> (1)	
Agriculture	- 53 900
Industrie	- 99 100
Bâtiment	- 31 000
<b>Total</b>	<b>- 184 000</b>
<u>CREATIONS D'EMPLOIS</u> (2)	
Transports et télécom.	+ 11 700
Services marchands	+ 124 800
Services non marchands	+ 44 400
<b>Total</b>	<b>+ 180 900</b>
<u>SUPPRESSIONS NETTES D'EMPLOIS</u> (1)-(2)	
<b>Total</b>	<b>+ 3 200</b>
<u>AUGMENTATION DE LA POPULATION ACTIVE</u> (3)	
	+ 153 400
<u>AUGMENTATION DU CHOMAGE</u> (1)-(2)+(3)	
	+ 156 600

Tableau 3.

VARIATIONS D'EMPLOI (moyenne annuelle) Source: I.N.S.E.S.	1973-1980	1980-1983	SCENARIO "ROSE" 1983-1988	SCENARIO "GRIS" 1983-1988
Agriculture	- 61 000	- 45 000	- 64 400	- 53 100
Ind. agr. et allm.	- 2 100	- 3 400	- 2 100	- 9 400
Combustibles	- 4 500	1 200	2 600	500
Pr. pétroliers	- 400	- 2 200	- 1 600	- 2 700
Electricité	2 500	3 200	3 700	4 200
Sidérurgie	- 6 200	- 3 000	- 2 000	- 3 900
Non ferreux	2 000	1 000	500	1 300
Mat. de construction	- 4 300	- 5 500	400	- 5 000
Verre	- 700	- 1 400	500	- 100
Chimie	- 1 800	- 9 800	- 3 600	- 4 100
Fonderie	- 7 800	- 25 800	- 6 900	- 14 600
Papier carton	- 2 200	- 5 600	- 3 900	- 3 300
Caoutchouc	- 600	- 1 200	7 800	2 200
Mécanique	- 8 500	- 16 200	10 200	5 700
Mat. électr. prof.	1 800	- 24 300	- 13 200	- 13 800
Equip. ménager	- 2 300	- 11 000	- 3 500	- 3 900
Automobile	300	- 23 800	- 3 100	- 15 800
Constr. nav. aéro.	- 200	600	200	300
Parachimie	600	- 1 700	1 300	- 2 600
Textile	- 25 500	- 17 500	- 5 900	- 10 100
Cuir	- 3 400	- 4 100	- 1 300	- 3 300
Bois meubles	- 2 700	- 10 100	- 1 400	- 6 300
Presse-Edition	- 1 900	- 900	2 700	- 2 500
Bâtiment	- 23 000	- 2 900	1 900	- 22 000
Commerces	18 200	6 800	25 200	- 6 700
Réparation com. auto.	5 900	3 500	18 300	6 100
Hôtels-café-restau.	3 400	2 100	900	- 9 100
Transports	4 500	- 13 200	- 5 700	- 14 000
Télécommunications	10 100	5 600	8 500	8 600
Services entreprises	32 000	17 300	17 800	41 900
Services particuliers	73 500	48 700	43 200	14 500
Assurances	2 600	10 600	4 900	2 200
Banques et org. fin.	9 700	2 100	1 500	300
Immobilier	2 200	2 000	2 200	1 700
AGRICULTURE	- 61 000	- 45 000	- 64 400	- 53 100
INDUSTRIE	- 67 900	- 170 800	- 18 700	- 83 600
BATIMENT	- 23 000	- 2 900	1 900	- 22 000
SERVICES, COM., TRANSPORTS	162 100	85 500	116 900	45 500
SERVICES PUBLICS	44 100	53 300	39 200	17 500
TOTAL	54 300	- 78 900	74 900	- 100 400

Source : « Rouge » n° 1065 du 27 mai 1983.

## A la racine du chômage, le profit.

Le chômage, pas plus que la crise, n'est un phénomène de type météorologique qui s'apparenterait à une catastrophe naturelle. Mais il faut pouvoir répondre à cette interrogation de bon sens : il y a aujourd'hui en France 2 000 000 de personnes sans emploi : ne pourrait-on améliorer le sort de tout le monde en leur procurant un emploi correspondant à la satisfaction des nombreux besoins qui ne sont pas encore saturés ?

Ce qui s'y oppose c'est le fonctionnement capitaliste de l'économie et notamment l'appropriation privée des moyens de production : l'organisation de la production est soumise aux intérêts propres à la classe des propriétaires et non à un objectif de satisfaction des besoins ; de plus, la dynamique de l'accumulation est modelée par le jeu de la concurrence entre les différents capitalistes. Ceux-ci n'examinent pas le nombre d'emplois qu'ils créent mais leur capacité à produire de manière compétitive, ce qui passe par différents canaux dont le plus important est la recherche des coûts de production toujours plus bas. Or, ce résultat s'obtient de deux façons : soit en contenant les augmentations de salaires, soit en augmentant la productivité.

Mais chacun de ces moyens favorables à un capitaliste pris individuellement se retourne contre l'ensemble en faisant surgir la crise. La baisse du salaire a un avantage apparent pour le capitaliste qui paie les salaires mais, pour l'ensemble, cela signifie une perte de débouchés : un capitaliste de l'automobile a bien sûr intérêt à payer des bas salaires mais il a également avantage à ce que ses collègues distribuent de hauts salaires qui permettent d'acheter ses voitures. Faute de planification, il n'y a pas de mécanisme assurant la compatibilité de ces déterminations.

## II) L'AUTOMATION ET L'EMPLOI

### La machine et le chômage

Le second moyen, la productivité, se retourne à la longue contre le capitalisme. En effet, pour réaliser des progrès de productivité il faut de plus en plus d'investissements et une possibilité de modifier les procédés de production. Au bout d'un certain moment l'avantage de l'investissement, sous forme de gains de productivité, ne va plus suffire à compenser son propre coût ; peu à peu, la composition organique du capital — c'est à dire le rapport entre la valeur du capital installé et la valeur créée par les ouvriers qui l'utilisent — va augmenter, exerçant une pression à la baisse du taux de profit. C'est bien ce mécanisme classiquement analysé par Marx qui est à l'origine de la crise. Ainsi, en France, après Mai 68, les capitalistes ont cherché à répondre aux hausses de salaires par des programmes massifs d'investissement visant à obtenir des gains de productivité ; mais ces derniers n'ont pas été à la hauteur de l'effort d'investissement : la baisse du taux de profit s'est enclenchée dès 1970 et s'est précipitée lors de la récession de 1974-1975.

On voit donc que le chômage n'est pas un phénomène naturel mais qu'il est étroitement lié aux différentes phases de l'accumulation capitaliste : c'est parce que celle-ci s'essouffle que le chômage apparaît. Il est donc légitime de parler de chômage capitaliste et ceci est un résultat décisif.

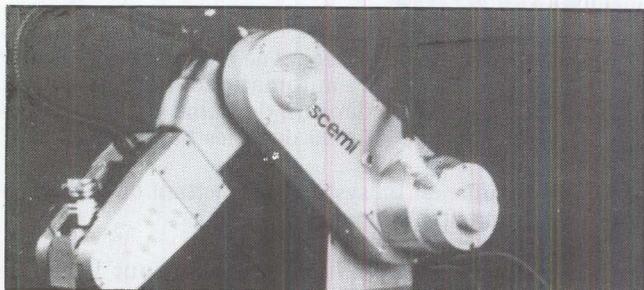
On peut le mesurer en partant d'une question simple : comment résorber le chômage ? dans une société qui se fixerait le plein emploi, on partirait du nombre d'emplois à créer ; ce serait la donnée du problème. Dans une économie socialiste planifiée, les forces de travail disponibles apparaîtraient comme une richesse au lieu de constituer une contrainte. L'équation à résoudre serait donc la suivante :

Production-productivité-durée du travail = effectifs.

La société pourrait réaliser des choix entre production globale, durée du travail et production disponible par personne, sans parler ici des choix quant au contenu de la production.

Sur quoi vient buter cette logique de bon sens dans le système capitaliste ? Sur celle du profit. L'équation ci-dessus montre en effet qu'il y a trois moyens de créer des emplois : on peut augmenter la production, ralentir la productivité et réduire la durée du travail (ou évidemment combiner ces possibilités). Mais chacune de ces solutions vient se heurter fondamentalement au même obstacle, celui de la concurrence capitaliste. Dans ce système, produire plus c'est risquer de produire avec relativement moins de profit ; ralentir la productivité ou réduire la durée du travail, c'est baisser la compétitivité.

Pour résumer : toute solution rationnelle du problème du chômage passe par une baisse du taux d'exploitation et se heurte à la logique du profit.



Robot SCEMI, utilisé pour l'assemblage de pièces mécaniques très diverses.

Chaque période de crise est pour le capital l'occasion de renouveler les conditions de l'exploitation. Dans la crise actuelle l'extension de l'automation joue un rôle central qui pose immédiatement la question de ses effets sur l'emploi. Mais le débat officiel est d'un rare dénuement intellectuel. A preuve, un rapport au groupe de stratégie industrielle du Plan qui remarque avec dépit que « peu et mal nourri, le débat informatique-emploi ne pouvait que se scléroser ». Il s'est donc polarisé sur l'inévitable querelle : les optimistes contre les pessimistes.

On va examiner en détail les analyses de Sauvy parce que c'est l'un des rares économistes à s'être attaqué à la question : c'est à lui qu'on renvoie les passésistes qui s'interrogent sur les bienfaits du progrès. Dans son livre *La machine et le chômage* il adopte un point de vue résolument optimiste qui s'appuie sur sa théorie dite du « déversement ». L'idée est simple : l'automatisation supprime des emplois mais en crée d'autres.

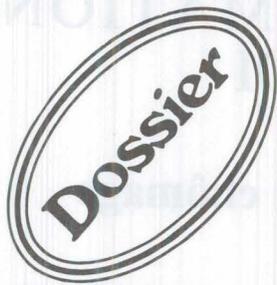
Mettons les choses au clair : les emplois nécessaires à la fabrication des machines ne peuvent par définition suffire. Ce point avait déjà été débattu par Marx : « Si la construction de la machine donne du travail à un nombre additionnel d'ouvriers mécaniciens, ne serait-ce pas là une compensation des tapissiers jetés sur le pavé ? Dans tous les cas sa construction occupe moins d'ouvriers que son emploi n'en déplace (*Le Capital* livre I, chapitre XV) ».

« La force motrice derrière l'adoption des robots dans les installations industrielles est la réduction des coûts de production », rappelle opportunément un patron américain (*Le Monde diplomatique*, novembre 1982) : si bien que, très globalement, elle implique, à un niveau de production donné, l'existence d'une économie en temps de travail.

Cet élémentaire rappel de la loi de la valeur n'est pas inutile. Mais la théorie de Sauvy est plus subtile et repose sur une analyse de circuit : l'économie réalisée par le capitaliste qui remplace des ouvriers par une machine lui procure un revenu supplémentaire. Ce revenu va circuler et au bout du compte être dépensé : il sera investi ou servira à acheter des biens ou des services. Dans tous les cas, il va générer une nouvelle source de création d'emplois.

Sauvy a l'impression d'avoir inventé quelque chose de nouveau. Il n'y a pourtant rien de plus dans son analyse que dans la théorie de la compensation, brocardée par Marx : « Une phalange d'économiste bourgeois, James Mill, Mac Culloch, Torrens, Senior, J.-St. Mill, etc. soutiennent qu'en déplaçant des ouvriers engagés la machine dégage par ce fait même un capital destiné à les employer de nouveau à une autre occupation quelconque (*Le Capital* livre I, chapitre XV) ». D'ailleurs, dans son livre, Sauvy est bien embarrassé pour expédier Marx : « C'est que Marx réfléchit, se conteste lui-même, s'efforçant vraiment d'être scientifique ».

Le mécanisme existe sans qu'il y ait pour autant de « compensation ». Marx indiquait qu'il y avait une tendance permanente du capitalisme à générer une surpo-



pulation relative. Sauvy n'apporte pas d'éléments de démonstration et le reconnaît lui-même : « *Aucun modèle ne peut du reste démontrer de façon vraiment rigoureuse pourquoi le mécanisme crée plus d'emplois qu'il n'en supprime. C'est une constatation expérimentale sur un siècle et demi* ». Mais la croissance du chômage depuis dix ans est une autre constatation expérimentale ! Quels sont donc les obstacles qui sont venus s'opposer à la compensation ? Disons, avant d'examiner ses réponses, que Sauvy a raison de pester contre ceux qui considèrent que le chômage est une sorte de fatalité naturelle. Il a parfaitement raison d'expliquer dans une série d'articles du *Monde* (du 12 au 14 avril 1983) que des besoins existent : « *A ces multiples besoins correspondent des emplois, des vrais. Selon mes calculs, bien sommaires certes, une quinzaine de milliards d'heures de travail seraient nécessaires pour satisfaire ces besoins déjà exprimés. Ces besoins doivent être évalués en nature, c'est à dire en produits et services, et convertis ensuite, par voie matricielle, en heures de travail de diverses professions, donc en emplois véritables, utiles, se payant eux-mêmes. Les difficultés techniques de la méthode ne sont insurmontables que pour ceux qui redoutent les résultats de cette voie révélatrice. La suite de l'aventure est politique. Ce n'est pas là le meilleur moyen d'atteindre le plein emploi, c'est le seul.* »

Parfait ! Bravo ! Un marxiste révolutionnaire peut signer des deux mains de telles affirmations. Là où le bat blesse, c'est quand il s'agit d'identifier les obstacles à cette solution rationnelle. Pour Sauvy, ce sont les suivants :

- Les entraves au licenciement
- les résistances des travailleurs à la mobilité géographique et professionnelle
- L'alignement des salaires dans les services sur les salaires de l'industrie.

Il fallait le dire tout de suite ! La racine du chômage pour Sauvy, c'est « l'excès de rémunération » dans les secteurs où devrait se faire le « déversement ». Bref, c'est la théorie bourgeoise la plus réactionnaire qui s'exprime sous la forme « moderne » des théoriciens du déséquilibre : le chômage ne serait plus un chômage « keynésien » résultant d'une insuffisance de demande mais un chômage « classique » prenant sa source du côté de l'offre dans une insuffisante rentabilité.

Le seul intérêt à la présentation de Sauvy est de faire apparaître le côté régressif de tous les montages conservant la logique capitaliste ; car son projet social inclut le développement généralisé du larbinisme : « *Nous devons créer un corps d'hôtesse de maison et de logement spécialistes de deux sexes, bien formés, très effica-*

*ces et rémunérés en conséquence. Leur utilité s'affirmera d'ailleurs également pour d'autres classes de la société : libération, en vue de la profession, de médecins des deux sexes, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires, etc. (Le Monde, 14 avril 1983).* » Exaltantes perspectives : nous n'avons décidément pas la même idée de la « libération sociale » que les tenants de la bourgeoisie.

On peut donc laisser là les élucubrations du professeur Sauvy pour examiner comment se pose concrètement aujourd'hui le problème.

## Automatisation et emploi : quelques repères

Pour fixer les idées, il n'est pas inutile d'énumérer les différents procédés auxquels renvoient les termes d'informatisation ou d'automatisation. On reprend ici la présentation de Pastre-Meyer-Truel-Zarader dans *Informatisation et Emploi : menace ou mutation ?* (La Documentation française) et on renvoie à cet ouvrage bourré d'informations notamment quant aux effets sur les conditions de travail. Il faut donc distinguer les technologies ci-dessous (le nombre de suppressions potentielles de postes d'ici à 1985 avancé par les auteurs est rappelé entre parenthèses) :

1) **Les machines-outils à commande numérique** (ou MOCN) : il s'agit de machines-outils à enlèvement (fraiseuses, tours...) ou de formage (poinçonneuse, presses, plieuses) où tous les axes de mouvement sont motorisés et les déplacements programmés (4 000).

2) **La conception assistée par ordinateur** (ou CAO). Le système se compose d'un ordinateur, d'une console graphique et d'une table traçante ; il permet de concevoir des plans, modèles réduits, patrons, d'apporter des rectifications en temps réel puis d'éditer les plans (2 500).

3) **Les automatismes de process** consistent à réguler et à contrôler une production en continu. les applications concernent de nombreux secteurs industriels : raffineries de pétrole, industrie chimique et pharmaceutique, cimenteries, sidérurgie, etc. (50 000).

4) **Automatismes de production en grandes séries** : le robot est un automate explicitement conçu pour remplacer une intervention humaine. Dans cette catégorie entrent aussi les machines transferts et les machines spéciales conçues pour un type d'opération (empaquetage, assemblage...) (50 000).

5) **Machines de traitement de texte** : on entre ici dans le domaine de la bureautique. Il s'agit essentiellement de machines à écrire à mémoire dotées ou non d'écrans de visualisation (82 000).

6) **Automatismes de lecture et de traitements de documents** : il s'agit ici du tri automatique, notamment du courrier et des chèques dans un domaine voisin de l'étiquetage électronique (13 000 dans les banques).

7) **La télécopie** est un système permettant de transmettre des documents à distance (11 000).

8) **Le transfert électronique de fonds** pour lequel la perspective de développement reste assez lointaine.

Les auteurs de l'étude, publiée en 1981, mettent donc en avant cette conclusion : « *A l'horizon 1985, l'utilisa-*

tion en France des automatismes avancés est susceptible de provoquer directement la suppression de 210 000 postes de travail » et ce chiffre, selon eux, « constitue une estimation extrêmement prudente des effets de l'informatisation sur l'emploi. » Ils tiennent à préciser qu'entre la suppression de postes et les licenciements il n'y a pas de liens mécaniques.

Ce constat doit être pris pour ce qu'il est : un cadrage, un ordre de grandeur qui dépend évidemment de la situation économique d'ensemble. Il fait cependant apparaître une relative modération qui tranche avec certaines extrapolations hâtives. Il est important de montrer à cet égard que l'automatisation est un processus contradictoire qui se heurte à un certain nombre de résistances et d'obstacles.

## Les obstacles à l'automatisation

De manière générale l'automatisation entraîne une amélioration de la productivité, des délais de production et de la qualité du travail. Mais pour le patron, elle représente un coût qui peut être élevé. Ainsi une machine à commande numérique vaut de 25 à 100% plus cher qu'une machine-outil classique ; il faut donc à l'entreprise une taille et un profit suffisant pour envisager l'investissement.

Ce problème est absolument fondamental car il renvoie à la notion d'ondes longues du capitalisme : la phase d'expansion de l'après-guerre s'est accompagnée d'une inflation permanente qui constituait un mode spécifique de dévalorisation du capital. Une part croissante du capital est en effet financée par le crédit ; l'inflation a alors pour fonction de dévaloriser cette fraction du capital en allégeant le poids réel de la dette. Ce dispositif doux a permis de régulariser les cycles économiques pendant la période d'expansion longue : mais il ne pouvait pas suffire à contenir la crise qui a éclaté en 1974. Dès lors les avantages du financement inflationniste de l'accumulation se retournent en leur contraire : autant l'endettement des entreprises a été un facteur de soutien à l'expansion, autant il est devenu aujourd'hui un obstacle à la reprise. Et les patrons le savent bien : ainsi le directeur des méthodes de Renault confie à l'expansion du 3 juin 1983 que « l'évolution technique est toujours en avance par rapport aux possibilités financières. »

Le second frein provient de la contradiction existant entre deux exigences : d'un côté il faut amortir la machine et pour cela la faire produire au maximum en grandes séries ; mais d'un autre côté, il y a de plus en plus tendance à modifier les produits et donc nécessité de rendre modulables les procédés de production. Les formes d'automatisation peuvent varier de ce point de vue depuis celle d'un poste de travail, la mise en place d'ateliers automatisés flexibles, jusqu'à l'usine entièrement automatisée. Les données du problème varient évidemment selon la nature du produit : on ne peut adopter les mêmes solutions pour produire du ciment en continu ou pour monter des automobiles dont les modèles sont susceptibles d'être modifiés tous les ans.

Le troisième frein est lié au coût d'amortissement : celui-ci est évidemment diminué par une utilisation intensive des équipements (travail de nuit) mais cette solution se heurte à des obstacles sociaux.

## Les composantes structurelles du chômage

Il faut rappeler ici les caractéristiques essentielles du chômage (à partir d'*Economie et statistiques* n° 151 de janvier 1983).

- *Les femmes sont frappées beaucoup plus durement.* Ainsi, au mois d'avril 1982, il y a 952 000 femmes sur 1 928 000 demandeurs d'emploi, ce qui correspond à des taux de chômage inégaux, compte tenu des femmes qui ne travaillent pas. Cependant une nouvelle tendance se fait jour qui est la *vulnérabilité croissante des hommes* (notamment des hommes âgés) dont la part dans le total des chômeurs augmente depuis 1981.

- *Il frappe particulièrement les jeunes* : les dernières statistiques européennes montrent qu'en mars 1983 il y a 21 millions de chômeurs dans la Communauté européenne, dont 26,4% — soit 5,6 millions — de jeunes de moins de 25 ans (*Le Monde* du 30 avril 1983).

- *La durée du chômage s'allonge* : ainsi au niveau européen, un million de jeunes sont au chômage depuis plus d'un an. En France « l'ancienneté moyenne » au chômage est en 1982 de 10,6 mois pour les jeunes, 13 mois pour les 25-49 ans et 21,6 mois pour les plus de 50 ans.

- *La vulnérabilité au chômage est inversement proportionnelle au niveau de formation.* Le taux de chômage est ainsi de 8,4% pour les personnes ne possédant aucun diplôme ou le seul certificat d'études primaires, contre 2,6% pour celles possédant un diplôme de niveau bac + 2.

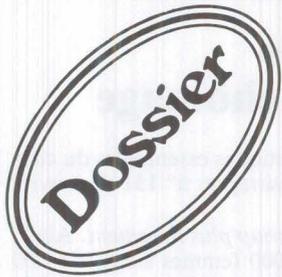
Le quatrième frein concerne la formation du personnel qui va avoir besoin de qualifications nouvelles. Or, on est loin du compte ; ainsi en 1980 sur 17 440 brevets de techniciens supérieurs (BTS) seuls 689 concernent l'informatique et l'électronique. Le Rapport Farnoux sur la filière électronique évalue à 480 000 personnes le déficit de formation dans ce secteur sur la période 1982-1990. Signalons au passage que ce manque de formation concerne également le petit patronat qui n'a pas la capacité de bien formuler ses besoins et va donc osciller entre le suréquipement et le retard technologique.

Le cinquième frein sera évidemment constitué par les luttes ouvrières s'opposant aux licenciements et aux effets de l'automatisation sur les conditions de travail.

C'est en effet une des tâches du mouvement ouvrier que de s'emparer de ces questions ; comme l'expliquait la CFDT dans les *dégâts du progrès* : « *La nature du progrès technique et de l'organisation du travail est un enjeu majeur de la lutte d'aujourd'hui.* » Il faut déplorer au passage que cette position soit aujourd'hui abandonnée ; ainsi Y. Lasfargue responsable à la CFDT des problèmes d'informatique peut-il écrire : « *A partir de 1978, la manière d'appréhender les problèmes a évolué parce que les conséquences positives de l'informatique sont apparues beaucoup plus nombreuses que les conséquences négatives* (*Le Monde de l'informatique*, octobre 1982). » Faut-il vraiment être aussi béat ?

## Automatisation, intensification du travail et qualification

Contrairement aux idées reçues, les processus d'automatisation visent essentiellement à l'intensification du travail et ne sont pas orientés prioritairement vers l'élimination des tâches pénibles.



Dans un article de *terminal* 1984 (janvier 1983) B. Coriat dégonfle quelques baudruches :

« *Le mythe qui veut qu'avec l'automatisation le travail est relégué à de simples tâches de « surveillance-contrôle» — ce qui est déjà contestable dans les industries de processus continu — est complètement faux dans le cas des robots utilisés dans les industries de grande série (...). Il s'agit d'un travail de surveillance, oui, mais complètement fou, car il faut surveiller tout le système de circulation entre les différents robots.* »

Dans la même revue, D. Richter (secrétaire de la section CFDT de Renault-Flins) témoigne dans le même sens : « *A Flins, les réactions sont simples, les ouvriers vivent l'automation comme une astreinte beaucoup plus grande à l'ensemble des processus opératoires. Ils ont aussi le sentiment qu'ils sont complètement laissés pour compte par les directions de l'entreprise alors qu'on bichonne les robots.* »

L'automation capitaliste ne porte pas essentiellement sur la suppression des tâches pénibles. Il n'y a actuellement en France que 1 000 robots articulés et 10 000 machines à commande numérique. Dans l'industrie, le but recherché est d'accroître la « compacité spatiale et temporelle des différentes séquences d'opération ».

Dans un remarquable ouvrage (*le redéploiement industriel*) P. Zarifian, ancien secrétaire du secteur économique de la CGT, insiste sur l'idée que l'utilisation beaucoup plus intensive qu'auparavant du capital machine constitue une tendance très forte actuellement. Selon lui « *cet objectif constitue même l'un des grands axes de pénétration de l'automation* ». Celle-ci modifie les conditions d'intensification :

« *Le travail se trouve concentré sur l'acte qui condense, en général, le maximum d'attention de la part du travailleur, et cela de façon continue.* »

« *L'"acte technologique" se trouve, plus que jamais, soumis dans son temps d'exécution, à la nécessité de correspondre à la vitesse de réalisation des opérations qui l'entourent (en particulier lorsqu'elles sont automatisées).* »

Et l'organisation capitaliste du travail peut prendre des formes nouvelles de domination encore renforcée du capital comme « *puissance étrangère* » :

« *chasse aux interruptions de machines agrémentée de menaces de sanction.* »

« *pressions exercées pour accroître les vitesses de marche des machines.* »

« *instauration de primes individuelles et collectives pour réduction des temps et de l'absentéisme.* »

« *formes diverses d'auto-contrôle, etc.* »

On peut donner quelques exemples de ces formes nouvelles de l'exploitation dans des domaines assez divers. « *A Douai, les syndicats aiment les robots* », nous apprend *Libération* (25 avril 1983). L'usine Renault y est présentée comme une vitrine où règne un « *nouveau climat social* ». Qu'on en juge : l'absentéisme est en régression, 4,7% contre 10% ; les presses tournent à 80% contre 60% autrefois et les pièces retouchées ont chuté de 9% à 2%. Il y a mieux : « *l'utilisation croissante des machines a rendu obligatoire la mise en place d'une équipe d'entretien qui fait sa semaine en trois jours : vendredi, samedi, dimanche.* » Beau progrès social !

Dans le domaine du travail de bureau, l'IBM 3750 ouvre des espaces infinis au contrôle social : c'est Big Brother au bureau ! Les personnels badgés voient leurs mouvements contrôlés, enregistrés en mémoire. Avec de tels systèmes on peut contrôler au plus près les horaires et la productivité. Au centre Bourseul de chèques postaux dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ceci est déjà une réalité : « *Dans la vaste salle où travaille Christine, une cinquantaine de terminaux sont alignés comme à la parade, séparés par de larges travées. Les doigts d'une agilité folle qui courent sur les touches des claviers ne semblent plus être autre chose que de simples prolongements de la machine. En fin de journée, un listing "sort" le nombre d'opérations réalisées, le temps de travail, les erreurs de frappe, etc. Un document qui permettra aux surveillantes de dresser des courbes de rendement pour chaque opératrice et d'établir des normes de production élevées. "Tout le monde en met un coup" admet Christine : la notation est liée à la productivité (Le Monde 19-20 mars 1983).* »

A Corbeil, la SNECMA a mis en place en 1974 un système du même genre, le CESAR (collecte efficace et sûre de l'activité réalisée) que la CFDT a baptisé « *contrôle effarant et subtil d'une aliénation renforcée* ».

Dans l'immense majorité des cas, l'informatisation et l'automatisation remplacent la pénibilité physique par une nouvelle forme de fatigue résultant d'un excès de charge mentale ; devant son pupitre ou son écran, le travailleur automatisé est enchaîné de façon nouvelle puisque c'est sa capacité à penser à autre chose... ou à rien qui lui est retirée par la machine. Le système musculaire n'est pas sollicité, mais on pompe sur les systèmes nerveux et oculaires à tel point qu'on en ressort lessivé et vidé. On peut difficilement appeler cela un progrès.

Il faut aussi évoquer la possibilité d'éclatement de certaines activités pouvant aller jusqu'au télé-travail, c'est à dire une résurgence paradoxale du travail à domicile. Dans les fantasmes de la bourgeoisie, tels qu'ils s'expriment par exemple dans le *Rapport Nora-Minc*, cela correspond à un projet de déconstruction de la classe ouvrière : ce que la manufacture a fait, l'informatique pourrait le défaire. Mais cela reste une potentialité à la portée étroitement limitée.

Dernier point enfin : l'automatisation va accentuer la polarisation des qualifications. On peut se référer ici aux analyses de M. Freyssenet (*La Division capitaliste du travail*, Savelli 1977) qui montre comment le développement capitaliste du machinisme « *matérialiste dans un mécanisme mort, indépendant de la force de travail et s'imposant à elle, une division du travail produite par les rap-*

ports sociaux capitalistes, c'est à dire la séparation du capital et du travail. »

L'automation capitaliste porte cette tendance à l'extrême : elle va « enlever au travailleur la petite parcelle d'activité intellectuelle qui lui restait et réduire son travail à une tâche de surveillance purement réflexe. » L'exemple limite de cette soumission à la machine comme puissance du capital peut être trouvé dans cette brève de la revue de l'UIMM de janvier 1982 :

« Un robot tue son surveillant dans une usine métallurgique : c'est le premier accident de ce genre. Pour contrôler la machine, le surveillant avait pénétré dans un espace interdit au lieu d'entrer par la porte qui, automatiquement, arrête le robot. L'ouvrier a été écrasé contre une machine par le bras du robot. »

L'automation donne le coup de grâce à la notion de métier : dans l'atelier c'est la fonction d'entretien et de réparation, jusque là subordonnée au savoir-faire de l'ouvrier professionnel, qui capte les qualifications nécessaires. Mais le pôle qualifié, celui de la conception, s'exteriorise de plus en plus : la conception assistée par ordinateur permet au service des méthodes de programmer l'usinage complet des pièces et supprime l'aller-retour avec l'ouvrier. L'exemple le plus symbolique en est donné par le système de peinture de la General Motors : dans la cabine d'essai, le robot-monteur apprend les gestes qui sont reproduits par dix-huit robots. « Pour enseigner à la machine une nouvelle tâche, un ouvrier, dans la cabine d'essai, tient une poignée reliée à l'extrémité du bras de la machine et lui fait faire le travail nécessaire, enregistrant les positions tout au long du parcours et signalant les mouvements et les pauses ; les données recueillies sont mises en mémoire dans l'ordinateur. »

Ainsi les machines automatiques dépossèdent les travailleurs de ce que l'on appelle le savoir-faire ouvrier ou culture technique. Elles constituent aux mains des capitalistes un levier pour instaurer un processus d'aggravation de la déqualification des travailleurs.

### III. SORTIE CAPITALISTE DE LA CRISE ET CHÔMAGE

Peut-on réaliser la quadrature du cercle et imaginer une sortie de crise permettant en même temps de lutter contre le chômage ? Certains n'hésitent pas à relever le défi.

#### Les optimistes de la nouvelle compétitivité

Voici la thèse centrale de cette utopie réformiste, exprimée dans le jargon technocratique des hautes sphères administratives : « La baisse de la durée individuelle du travail et l'allongement du temps d'utilisation des équipements peuvent, s'ils sont associés, être des éléments importants d'une stratégie de sortie de la crise fondée sur la recherche d'une nouvelle croissance. Ces transforma-

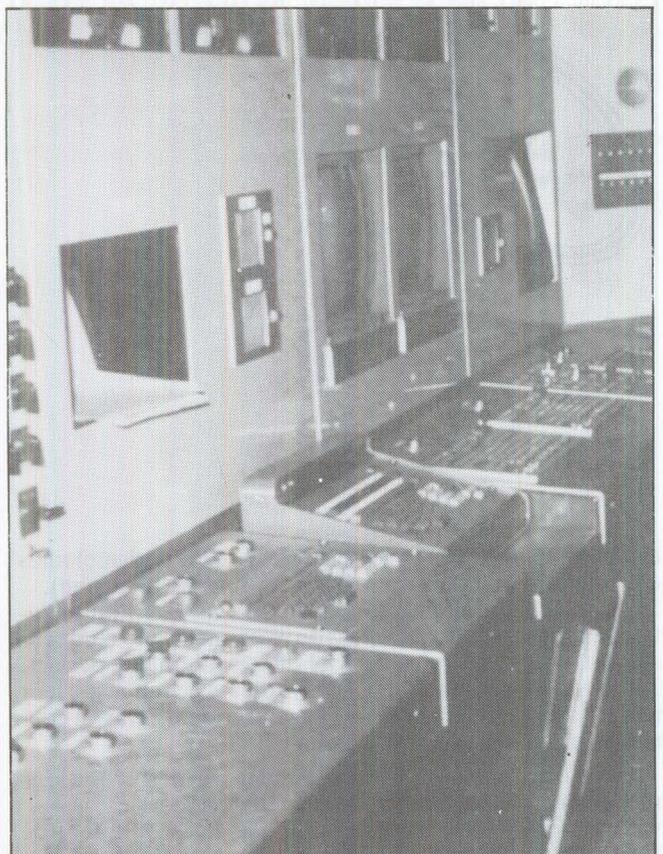


Tableau de bord du haut fourneau n° 7 de Sacilor à Rombas.

tions de l'organisation et de la répartition du travail seraient susceptibles de procurer aux entreprises des gains de productivité et de compétitivité très appréciables, générateurs d'effets cumulatifs favorables sur l'évolution des équilibres macro-économiques. Les conséquences qui en résulteraient dans le domaine de l'emploi, directement et par le biais des multiples rétroactions qui interviennent dans le déplacement de ces équilibres, iraient vraisemblablement dans le sens d'une réduction progressive du chômage ».

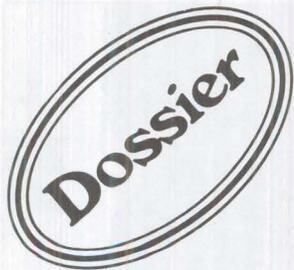
Cet édifice est l'œuvre commune et la référence de trois ou quatre courants de pensée. Au niveau théorique, c'est une partie de l'école dite de la régulation qui, à partir d'une analyse intéressante, bien que partielle de la crise, développe le thème d'un nouveau consensus social dont le degré de faisabilité fait l'objet d'appréciations diverses chez les membres de ce courant. Citons Aglietta, Barou, Bertrand, Boyer, Coriat, Granou, Lipietz, etc.

Au niveau pratique, on retrouve la CFDT et le PSU dont tous les discours sont implicitement sous-tendus par l'idée qu'une telle issue à la crise existe.

Sous une forme un peu différente, cette thèse est reprise non seulement par les ex-eurocommunistes tels que J.L. Moynot, ancien responsable du secteur économique de la CGT, mais se trouve présente dans la notion de « nouveaux critères de gestion » permettant une approche nouvelle de la compétitivité selon le PCF...

Il faut essayer de gratter un peu cette « nouvelle » compétitivité pour voir ce qu'elle recouvre. Le point de départ, c'est l'analyse de la période d'expansion de l'après-guerre dans les pays capitalistes. Pour l'école de la régulation, ce développement relativement harmonieux repose sur les éléments suivants :

1 - Il y a production de masse dans les usines sur la base



d'une organisation du travail parcellisée (taylorisme) mais en même temps consommation de masse (fordisme).  
2 - Il y a accumulation intensive du capital : l'augmentation du capital par tête se trouve en moyenne compensée par les gains de productivité du travail qu'elle permet.  
3 - Il y a consensus social, les syndicats échangeant leur renonciation à intervenir sur l'organisation du travail contre les gains de pouvoir d'achat.

Un tel cadre s'appuie évidemment sur des évolutions réelles mais achoppe sur des écueils évidents :

- Comment y faire entrer Mai 68, les luttes à la Fiat de Turin, le dérèglement du système monétaire international, la stagnation du pouvoir d'achat ouvrier aux Etats-Unis, etc.
- La dimension internationale est à peu près absente de cette approche, sauf sous forme descriptive.
- Enfin, on ne comprend pas comment cette belle mécanique a pu se dérégler. On se trouve renvoyé à des explications externes : la crise serait une crise de l'innovation technologique, sa cause profonde étant le ralentissement de la productivité. Ce ne serait pas, à la limite une crise du capitalisme.

Mais l'examen de cette analyse est surtout utile pour comprendre le scénario de sortie de crise qu'elle sous-tend : l'idée fondamentale de l'école de la régulation est qu'il faut, pour sortir de la crise, mettre en place les conditions d'une nouvelle forme de régulation et d'un nouveau consensus social. Aglietta l'explique très clairement dans la revue *l'Economie en question* n° 24 : « *La productivité passe par l'investissement, mais un investissement qui transforme profondément les conditions de production et d'organisation du travail, ce qui implique un compromis sur le moyen terme. Les contrats de plan devraient traduire une implication syndicale sur les revenus futurs ; c'est à dire accepter certains sacrifices de salaires, une certaine mobilité des qualifications par rapport à des situations actuellement figées, au profit d'un compromis sur la carrière ouvrière (...) sur la qualification (...) sur des conditions de travail favorables.* »

Vous avez échangé la soumission du travail à la chaîne contre du pouvoir d'achat, il faut maintenant échanger du pouvoir d'achat contre l'amélioration des conditions de travail ; voilà en somme le message de la nouvelle compétitivité, qu'Aglietta et Boyer explicitent ainsi dans leur rapport aux journées sur la politique industrielle : « *Ne pourrait-on envisager de recourir à la pratique d'un salaire différé, la contre-partie de cette avance des salaires à l'entreprise étant un droit de regard sur l'orientation générale de l'investissement et des choix stratégiques de l'entreprise ?* »

La bonne idée ! Et le message ne s'adresse pas qu'aux travailleurs mais aussi au patronat intelligent à qui on explique où se trouve son intérêt : « *L'intensification de l'usage des machines grâce à l'augmentation du nombre d'équipes peut appuyer les gains de temps permis par une meilleure qualité et par l'amélioration des conditions de travail.* »

Laissons de côté cette idéologie fondamentalement au service de la bourgeoisie : un tel marché ne peut être, manifestement, qu'un marché de dupes ; pour sortir de la crise et rétablir ses positions concurrentielles, le patronat sait très bien qu'il a besoin et de la modération des salaires et de la surexploitation des travailleurs, autrement dit de l'intensification du travail.

Reste une question : quel est, selon ce courant d'économistes, le levier pour sortir de la crise ? Le rôle de l'électronique joue un rôle central dans ce projet et c'est un rapport du Plan qui explique très bien pourquoi : « *Cette diffusion de la micro-électronique, comme l'électricité il y a cent ans, permettra d'une part des innovations dans les processus de production, base d'une relance des gains de productivité, et d'autre part des innovations de produit avec le lancement de biens et services nouveaux. Ce double mouvement pourrait favoriser une nouvelle dynamique de croissance.* »

Avec l'électronique, le capitalisme pense faire d'une pierre deux coups : rétablir les conditions de profitabilité côté production et créer les débouchés côté consommation, le tout baignant dans l'huile du nouveau consensus social. Voilà le projet socio-économique de la « deuxième gauche » (et sans doute aussi de la première).

Ce projet se heurte à de nombreuses contradictions. Pour commencer, rien ne permet d'affirmer que cette stratégie est économiquement viable.

## Et si la filière électronique française n'était pas viable ?

Mitterrand a déclaré que l'électronique devait être la priorité du IX<sup>e</sup> Plan. Chevenement, lors de son passage au ministère de l'industrie, a lancé un Plan d'action de la filière électronique prévoyant 150 milliards d'investissements sur cinq ans, soit 40 milliards de plus que l'évolution spontanée. En même temps, l'Etat impulse un certain nombre de restructurations autour de trois pôles, CII HB, Thomson et la CGE.

Cette orientation qui fait de la filière électronique la colonne vertébrale d'une politique industrielle de sortie de crise est une des conséquences possibles que l'on peut tirer de l'analyse en terme de régulation.

Elle en révèle en même temps toutes les limites. Apparemment en effet, il suffit de repérer l'électronique comme « *l'un de ces nouveaux lieux d'accumulation à partir duquel notre futur se construit* » et de mettre le paquet, pour se positionner favorablement. Ce scénario optimiste recèle en fait des incertitudes béantes et une absence totale de garanties : un rapport au Congrès des USA de février 1982 indique quel est doré et déjà l'enjeu : « *la bataille pour la prééminence dans l'industrie des semi-conducteurs est aujourd'hui une lutte entre fabricants américains et japonais à livrer sur les marchés européens et japonais.* »

C'est que les Japonais et les Américains ont déjà mis le paquet. Ainsi, en matière d'informatique, de 1973 à

1978, les industriels américains ont reçu 30 milliards de francs de leurs pouvoirs publics contre 10,5 milliards de francs pour les Japonais. L'effort européen n'a été que de 9,3 milliards de francs. Il y a donc un effet de dimension qu'on peut encore illustrer par cet ordre de grandeur : les 40 milliards du plan électronique sur cinq ans c'est moins que l'investissement réalisé par IBM sur une seule année : 50 milliards !

La France ne fait pas le poids à elle seule. Nombre d'études et de rapports concluent à la nécessité de freiner le processus de désindustrialisation qui s'est aujourd'hui amorcé au profit des USA et du Japon par une politique industrielle européenne. Mais sans beaucoup d'illusions : « *En l'état actuel des politiques suivies par les pays membres de la CEE, celle-ci n'apparaît capable ni de sortir de façon autonome de la crise, ni de tirer parti, pour tous ses membres, d'un éventuel assainissement financier et d'une réorganisation de l'économie mondiale.* » Le pessimisme de cette conclusion du CEPII se nourrit de l'examen de l'actualité. L'échec de l'accord Thomson-Grundig au profit d'un accord de construction de vidéo-cassettes entre Thomson et J.V.C. montre que ce front commun européen n'a pas de motifs assez forts de se constituer.

Le remplacement de Chevènement par Fabius va d'ailleurs se traduire par un retour à la politique des créneaux dont l'abandon par CII de la construction du DPS 7 fournit un exemple tout récent (voir l'ensemble du dossier dans *Terminal 19/84* de mai 1983).

Tout converge donc pour suggérer qu'après l'électro-nucléaire, le plan d'investissements massifs dans l'électronique va se traduire cinq ans plus tard par des surcapacités et un endettement considérables.

Mais, du coup, l'un des mécanismes essentiels du « déversement » se détraque : l'automatisation supprime des emplois mais en crée d'autres ne serait-ce que pour fabriquer les robots. Mais quelles garanties y a-t-il à ce que ces emplois soient créés en France ? Il y a là un risque de passage sous domination industrielle totale, de la mise en place d'un processus de désindustrialisation encore plus profonde et de durcissement extrême de la fameuse « contrainte extérieure ».

A ce jeu du libre échange et de la libre concurrence dont les « réalistes » nous vantent les bienfaits, il se pourrait bien que les gagnants soient connus d'avance. Et dans ce cas là, le problème du chômage resterait entier.

La vérité, c'est le maintien durable d'un chômage massif. L'optimisme des tenants de la nouvelle compétitivité masque mal les tendances lourdes. Le rôle central que l'électronique est censée jouer implique en effet des effets en retour sur l'emploi. Ce que l'ancien commissaire au Plan exprime dans son style racoleur : « *La révolution électronique, c'est à la fois une explosion de la productivité et une "implosion" de l'emploi.* » (*Le Pari français*, p. 147).

D'autres auteurs ont le mérite de mettre les points sur les i : « *Payée par d'innombrables transformations d'emplois, d'une mobilité forcée de secteur à secteur accrue, de diminution de l'offre globale de travail ce qui rendra inéluctable la réduction de la durée de celle-ci (comme conséquence de la crise et non pas comme moyen d'en sortir), la sortie de crise fera vraisemblablement plus de victimes qu'elle n'en a produit jusqu'ici.* » (*La Crise du XX<sup>e</sup> siècle*, p. 382).

Déqualification, intensification du travail, maintien d'un chômage massif, tels sont les traits principaux d'une

éventuelle sortie de crise capitaliste. Dans ces conditions il ne s'agit plus de lutter contre le chômage, mais de le « traiter ». Plusieurs remèdes sont proposés.

Un premier type de réponse se trouve dans la notion de dualisme : il s'agit de mettre en place un secteur abrité où puisse être « déversée » — pour reprendre l'expression de Sauvy — la masse des chômeurs que le secteur capitaliste se révèle incapable d'occuper. On a vu comment Sauvy préconise la création d'une « nouvelle domesticité » mais il existe toute une gamme possible.

## Version spartiate et version gaie... du chômage

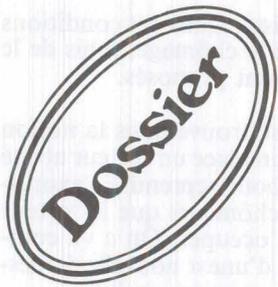
La version spartiate du chômage a été exposée dans la célèbre contribution d'Amado et Stoffaes aux travaux du VIII<sup>e</sup> Plan (*La société française et la technologie* — La documentation française). Pour eux, il faut aller vers une « socio-économie duale », c'est-à-dire une organisation de la société distinguant deux grands sous-ensembles : « *D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'information et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique.* »

Les auteurs nous avertissent, avec une grande délicatesse dans le choix des termes : « *Ce serait donc un contre-sens ou une erreur que de considérer les éléments et les membres du secteur le moins avancé technologiquement comme appartenant à une sous-race et à l'archaïsme.* » Merci pour eux, mais cette tolérance ne va pas plus loin : « *Encore faudra-t-il que ceux qui choisissent d'œuvrer dans le secteur traditionnel ne revendiquent pas le même degré d'avantages notamment en terme de revenus que ceux qui subissent les contraintes de l'impératif technologique et de son contexte industriel.* »

Vient ensuite l'apologie du bonheur d'être concierge : « *On reconnaîtra qu'à force d'avoir aligné le statut de concierge sur celui du salarié de l'entreprise, on est arrivé à la suppression des concierges. Que d'emplois marginaux qui aurait pu faire le bonheur de tant de gens à la recherche d'un emploi de complément et désireux d'une ressource complémentaire.* »

Dans le secteur traditionnel, on pourrait assister à la renaissance des petits artisans. Et, leur promet-on, « *la dureté de leur vie sera le prix de la liberté et de la qualité de vie qu'ils auront choisie.* » Voilà pour cette vision un peu dure des lendemains qui chantent.

La révolution du temps choisi ou du bonheur d'être chômeur : c'est la version gaie, telle qu'elle s'exprime par exemple dans cette adresse aux jeunes de Michel Albert : « *Si le nombre des emplois est déficitaire, c'est d'abord parce que la durée du travail est trop souvent excédentaire. Dans le monde nouveau qui commence, il est frappant de constater que les comportements les plus favorables à la solution de ces problèmes de société sont : - une capacité élevée à mettre en œuvre les potentialités du progrès technologique. - L'aptitude à développer partout d'une manière infor-*



melle les progrès de la démocratie économique.

- Un certain esprit de sobriété, ou du moins, un début de libération à l'égard des appâts de l'argent.

Or, ces aptitudes et ces valeurs sont précisément celles par lesquelles la nouvelle génération innove par rapport à la nôtre. Regardons-les, nos jeunes. L'informatique est leur seconde langue maternelle. Ce n'est pas sur eux qu'il faut compter pour prendre le pas cadencé aux coups de sifflet des petits chefs impérialistes. »

Puisque le chômage est une sorte de fatalité, faisons croire à ses victimes qu'ils l'ont choisi. Il y a là tout un faisceau de possibilités : prolongation du service militaire, restriction à l'inscription au chômage, voies de garage du stage de formation, travail intérimaire, pré-retraite et temps partiel.

Ces deux dernières mesures sont particulièrement symboliques de la façon dont la société capitaliste admet son incapacité à mettre en œuvre l'ensemble de la force de travail disponible ; il y a quelque chose d'assez sinistre dans la manière dont on pousse vers la sortie des « vieux » qui, pour une partie, auraient sans doute préféré une autre solution que la cessation totale d'activité qui ressemble à une mise au rebut.

Quant au travail à temps partiel, on renvoie au dossier de Danielle Lacoste dans *Critique Communiste* n° 20 et à un article de Jacques Kergoat au titre explicite « Le travail à temps partiel n'apparaît pas comme un facteur de création d'emplois » (*Le Monde* 28 juin 1983).

Il faut enfoncer le clou : toutes ces « formes nouvelles du rapport salarial » n'ont qu'un seul objectif : partager le chômage en répartissant ses effets le plus largement possible. Dans cette incapacité à réellement combattre le chômage, on trouve l'essence même du mode de production capitaliste.

## L'économie capitaliste marche sur la tête

De tout ce qui précède se dégage une idée-force : il n'y a pas de rationalité technologique pure, il n'y a pas d'informatisation ou d'automatisation en soi. Aucun de leurs effets sur le chômage ou les conditions de travail n'est inscrit *a priori* dans ces processus : leur contenu social n'est pas prédéterminé de manière univoque.

« Potentiellement l'automatisation pourrait signifier achèvement des forces productives matérielles, qui pour-

rait libérer l'humanité de toute contrainte d'un travail mécanique, répétitif, non créateur et aliénant. Dans les faits, elle signifie, à nouveau, mise en péril de l'emploi et du revenu, renforcement du climat de peur d'une remontée du chômage chronique massif et d'insécurité, allant périodiquement jusqu'à la baisse de la consommation et du revenu, donc à l'appauvrissement intellectuel et moral. L'automation capitaliste en tant que développement puissant à la fois de la force productive du travail et de la force destructive et aliénante de la marchandise et du capital devient l'expression la plus caractéristique des contradictions inhérentes du mode de production capitaliste (Ernest Mandel, *Le Troisième âge du capitalisme*).

C'est dans ce cadre qu'il faut rapprocher les deux faits suivants qui soulignent le caractère extrêmement profond de la crise actuelle du capitalisme : la crise génère le chômage, mais les voies de sortie capitaliste de la crise tendent à un approfondissement du chômage. L'essence de cette crise est donc d'être une crise du mode capitaliste de satisfaction des besoins sociaux : la racine du chômage c'est la saturation des besoins dont la satisfaction est porteuse de profit.

Bien que le capitalisme cherche constamment à déplacer la frontière entre les deux, il y a en effet, pour simplifier deux sortes de besoins sociaux : d'un côté, ceux qui, à un moment donné, offrent une possibilité de profit suffisant, de l'autre ceux qui ne sont pas rentables ou extérieurs à la sphère de l'économie marchande.

L'un des aspects de la crise est l'épuisement relatif des débouchés correspondant aux besoins rentables : ainsi le marché de l'automobile est devenu un marché de renouvellement dont la taille ne peut plus augmenter au rythme des vingt dernières années.

La logique capitaliste ne peut être de s'attaquer aux besoins non satisfaits : sa dynamique interne d'accumulation du capital et de recherche du profit ne peut être relancée que par la perspective de nouveaux débouchés.

Un exemple particulièrement lumineux est donné par le Centre Mondial Informatique de JJSS : l'une de ses thèses principales est que la micro-informatique représente pour le tiers monde le moyen de résoudre ses problèmes sociaux critiques. Ceux qui pensaient que le tiers monde avait besoin de se débarasser des bourgeoisie locales et de ses désinsérer du marché mondial capitaliste pour réaliser son auto-suffisance agricole se trompaient : la panacée, c'est le micro-ordinateur. Pour compter les grains de blé ?

JJSS est un pitre. Mais il exprime la logique profonde de ce système. On la retrouve sous une forme plus élaborée chez certains « marxistes » de l'école de la régulation. Voilà ce qu'écrivent Aglietta et Boyer aux journées industrielles organisées par Chevènement en novembre 1982 : « L'inertie et la "rigidité" des dépenses de consommation peuvent dans une certaine mesure freiner la rénovation de l'industrie :

- Ce diagnostic invite d'abord la politique économique à maintenir une certaine progression de la consommation, pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel et l'équilibre des paiements extérieurs.

- Cette analyse suppose ensuite que l'on puisse discerner les demandes dont l'apparition et le développement sont

## Marx et le développement de la productivité

*« Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même. »*

*Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale tout comme le non-travail de quelques uns a cessé d'être la condition du développement des forces générales du cerveau humain.*

*La production basée sur la valeur d'échange s'effondre de ce fait, et le procès de production matériel immédiat se voit lui-même dépouillé de sa forme mesquine, misérable et antagonique. C'est alors le libre développement des individualités. Il ne s'agit plus dès lors de réduire le temps de travail nécessaire en vue de développer le surtravail, mais de réduire en général le travail nécessaire de la société au minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc. grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous.*

*Le Capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un*

*minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. Dans une proportion croissante, il pose donc le surtravail comme la condition — question de vie ou de mort — du travail nécessaire.*

*D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les ensermer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux — simples faces différentes du développement de l'individu social — apparaissent uniquement au Capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont les conditions matérielles, capables de faire éclater cette base. »*

Fondements de la critique de l'économie politique  
tome 2, p. 222  
Ed. Anthropos, 1968

*aujourd'hui freinées par l'instabilité et l'incertitude véhiculées par la vie ».*

Cette phrase sublime, « maintenir la consommation, pour autant qu'elle soit compatible... », montre au moins une chose : que ses auteurs ont renoncé à se réclamer du marxisme. Mais ils ont mis le doigt sur l'essence de la période : le capitalisme va redémarrer « pour autant » que les gens voudront bien acheter les marchandises dans lesquelles on investit aujourd'hui, c'est-à-dire l'électronique.

Là est la crise du capitalisme, là il apparaît clairement comme prenant les choses à l'envers : au lieu de partir des besoins, on part des exigences de profit pour définir ou susciter les besoins « compatibles » avec ces exigences, indépendamment de leur intensité ou de leur urgence. Tous les modes de vie ne sont pas compatibles avec les exigences de l'accumulation capitaliste : il est donc nécessaire de voir le modèle social sous-tendu aujourd'hui par la logique du profit.

### Socialisme ou barbarie électronique

Au risque de paraître « rousseauiste », on partira de l'exemple des jeux électroniques. Mis à part le fait que c'est une initiation gratuite de la future main d'œuvre automatisée, leur généralisation a des effets néfastes sur la socialisation des enfants.

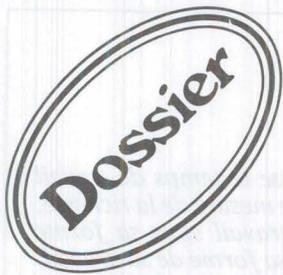
Dans *Terminal 19/84* n° 10 deux animateurs de « l'atelier du bois animé » ont bien mis en lumière l'une des

fonctions sociales de l'électronification : « Avec l'urbanisation et l'enfermement dans les villes et dans les tours, l'objet/jouet est devenu essentiel. Le jouet électronique s'inscrit dans cette évolution. L'enfant ne dispose plus que d'un espace réduit et doit se cantonner à des jeux silencieux, stables, calmes. La télévision et les jeux électroniques répondent aux conditions sociales de l'enfermement de l'enfant entre sa chambre et l'école. La vitalité et les impulsions de l'enfant deviennent insupportables à l'adulte, qui ne peut plus les intégrer à son mode de vie. A Grande-Synthe, près d'Usinor Dunkerque, le grand projet social de la municipalité est l'insonorisation d'une pièce par appartement, afin que les enfants puissent jouer et les adultes qui travaillent en 3x8, dormir ».

Les mêmes auteurs indiquent avec raison que « savoir se servir n'implique pas forcément connaître ; les enfants vont être adaptés à l'électronique sans pour autant la maîtriser. Elle restera pour eux un objet aussi mystérieux que la voiture que nous utilisons sans savoir la réparer ».

Ce point doit être souligné : l'électronique intègre un fort contenu en progrès technique mis en œuvre par une petite couche de travailleurs très qualifiés, mais n'implique en rien une qualification auprès de ses utilisateurs. L'Enseignement Assisté par Ordinateur représente, malgré les apparences, une régression de ce point de vue : il a des effets en retour réducteurs sur le contenu du savoir. De la même façon les réseaux câblés peuvent accélérer la circulation de l'information mais conduisent à une réduction de sa densité et de sa complexité.

Enfin, la dernière dimension de ce modèle social sous-tendu par l'informatisation, c'est l'atomisation croissante des individus. Le point limite est sans doute obtenu avec le télé-travail où le terminal d'ordinateur est branché sur le réseau téléphonique et permet le travail à domicile. Là



encore deux visions opposées s'entre-choquent : « *Les issues possibles rassurantes mettant en scène des "télé-commuters" harmonieusement partagés, dans leurs cottages néo-ruraux, entre le jardinage et la manipulation d'ordinateurs personnels, et les visions catastrophiques d'une nouvelle forme d'exploitation sauvage d'opérateurs sur terminaux travaillant à domicile ou en "télélocal" d'intérim électronique, une grande variété de situations apparaîtront et coexisteront* ». (Métayer, revue *Autrement*, février 1982).

On ne va pas faire ici de la science-fiction d'autant plus que les exercices de prospective sont souvent largement chargés d'idéologie à but immédiat ; mais il était quand même nécessaire de montrer comment les tendances spontanées du capitalisme convergent vers un modèle social que l'on pourrait qualifier de « barbarie électronique ». Car c'est bien la vieille alternative « socialisme ou barbarie » qui se présente aujourd'hui. Peut-on sauter l'obstacle ?

## Le communisme aujourd'hui ?

Dans les scénarios d'après-crise il existe une version qui se situe d'emblée « au-delà du socialisme » et qui s'exprime par exemple dans le livre de Gorz, *Adieux au prolétariat*. Cet auteur esquisse une organisation dualiste de l'espace social divisé en deux sphères : *La première assure la production programmée, planifiée de tout ce qui est nécessaire à la vie des individus et au fonctionnement de la société le plus efficacement et donc avec la moindre consommation d'efforts et de ressources. Dans la seconde, les individus produisent de façon autonome, hors marché, seuls ou librement associés, des biens et services matériels ou immatériels, non nécessaires mais conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun (...). Les individus deviennent libres de voir dans leur travail socialement déterminé une nécessité extérieure, bien circonscrite, occupant une place marginale dans leur vie. Mais ils restent libres, également, de chercher leur accomplissement personnel dans et par le travail social* ».

Pourquoi pas ? Ce que porte en germe la crise capitaliste actuelle, c'est bien ce mouvement de l'humanité vers le communisme, comme abolition du règne de la nécessité. Et il faut se référer ici à l'admirable passage des *Grundrisse* où Marx donnait tous les éléments de la pièce en train de se jouer aujourd'hui (voir encart).

André Gorz se réfère explicitement à cette approche dans *Les chemins du paradis* mais saute les étapes. « *Les*

*choses vont plus vite qu'on ne le pense* » nous explique-t-il dans *Alternatives économiques* n° 11 de septembre 1982 : « *Nous sommes entrés dans l'âge de l'abolition du travail prédite par Marx, âge auquel la rationalité capitaliste ne peut plus fonctionner.* » Des thèmes utopistes — au bon sens du terme — sont avancés également par F. Partant dans *Le mythe du développement* et tout récemment par D. Clerc, A. Lipietz et J. Satre-Buisson dans un petit livre sur *La crise*.

Toutes ces contributions ont l'avantage d'insister, comme Marx, sur le caractère étriqué et misérable du mode de production capitaliste, mais ont l'inconvénient de se situer dans une certaine tradition du socialisme utopique qui consiste à jeter l'ombre la plus épaisse sur les nécessaires ruptures révolutionnaires et à rédiger les décrets d'application.

Dans ces conditions, il faut prendre avec des pincettes ces références au communisme réalisé qui s'accrochent assez bien de la défense et illustration de l'austérité de gauche. Les mêmes auteurs qui soulignent les insuffisances des diverses sorties de crise désignent de bien curieux adversaires : « *Attention ! Ces axes heurtent déjà de très puissants intérêts. Pas seulement les profits des firmes multinationales, les gros vilains bien connus. Mais surtout les habitudes autoritaires, les schémas de pensée de la technocratie et même les habitudes de consommation de chacun d'entre nous et jusqu'à notre chère paresse qui, en politique, s'appelle "délégation de pouvoirs". Ces axes de transformation, ce sont d'abord des axes de lutte, contre nous-mêmes, contre le capital, contre la hiérarchie et la technocratie* » (*La crise* p. 151).

Par ailleurs, si on passe sous silence la nécessité de la crise révolutionnaire, si l'on insiste lourdement sur l'idée que les masses n'ont pas voté pour ça comme le fait Lipietz (mais ont-elles voté pour le chômage et l'austérité ?), alors les perspectives communistes risquent bien de n'être que le cache-misère d'une acceptation (désabusée) de la gestion du capitalisme.

## Rompre avec le capitalisme pour se débarrasser du chômage

On peut condenser les thèses de ce dossier en quelques propositions :

- **Le chômage est un effet du capitalisme** : ce système économique préfère ne pas donner d'emploi à certains travailleurs s'il n'y a plus de production rentable à laquelle les affecter.
- **Le chômage est là pour durer** : malgré un ralentissement conjoncturel, il va même continuer à se développer en direction des trois millions de chômeurs.
- **Le capitalisme ne peut résoudre à la fois la crise et le chômage** : les sorties de crise capitalistes supposent toute une accélération des gains de productivité qui suscitent de nouvelles suppressions d'emplois.
- **L'automatisation capitaliste n'est pas la libération du travailleur** : elle est porteuse au contraire de nouvelles formes d'exploitation et de déqualification et, plus généralement, d'un modèle social régressif.
- **Faire croire que l'on peut lutter contre le chômage sans rompre avec la logique capitaliste qui le produit**, c'est se tromper sur la nature de la crise et tromper les travailleurs. Il n'y a pas de vraie solution dans le cadre du système actuel parce que ce système est fondamentalement irrationnel et aujourd'hui « étriqué » : se soumettre aux règles d'un système absurde ce n'est pas faire preuve de réalisme ; reconnaître la réalité de la crise, ce n'est pas s'y adapter.

Cela ne vas pas de soi : entre les nouveaux critères de gestion du PC et les nouvelles compétitivités de la CFDT, il n'est pas facile de dessiner les solutions ouvrières à la crise et au chômage et d'organiser autour d'elles la mobilisation des travailleurs. La fonction de ce dossier est de montrer qu'il n'y a pas d'issue possible si l'on cherche à intégrer les critères capitalistes : la lutte contre le chômage passe par leur refus et l'affirmation d'une logique indépendante, celle de la maîtrise sociale de la satisfaction des besoins.

- L'affirmation du droit à l'emploi et la lutte contre toutes les formes d'institutionnalisation déguisée du chômage ;
- la réduction immédiate de la durée du travail à 35 heures avec embauches compensatoires et sans pertes de salaire, telles sont les mesures immédiates au chômage capitaliste.



**50 000 francs pour  
l'imprimerie de**



**( Journal du FSLN )**

**Solidarité avec  
la révolution au  
Nicaragua**



*Ligue communiste révolutionnaire*  
section française de la Quatrième Internationale



**« Barricada et son imprimerie »**

C'est dans les locaux et dans l'imprimerie du quotidien de Somoza, *Novedades*, que six jours après la victoire, le FSLN fait paraître le premier numéro de *Barricada*.

Depuis, ses moyens sont restés très modestes, et les difficultés quotidiennes. Longtemps le quotidien de la bourgeoisie, *la Prensa*, qui a des moyens beaucoup plus importants, a été mieux vendu que *Barricada*.

Les problèmes de fonctionnement de l'imprimerie sont nombreux. Il y a d'abord un manque de techniciens qualifiés, comme dans l'ensemble de l'industrie : beaucoup ont quitté le pays avec la bourgeoisie, hostiles à la révolution.

Le matériel est très vétuste : beaucoup de machines sont hors de fonctionnement, difficiles à réparer. La plupart sont d'origine nord-américaine, et les pièces de rechange doivent être payées au prix fort.

L'imprimerie de *Barricada* voudrait changer son matériel, en achetant un matériel neuf, européen de préférence, et assurer la formation de ses ouvriers sur ce matériel moderne.

C'est pourquoi, en accord avec les responsables de l'imprimerie de *Barricada*, nous avons décidé de lancer cette campagne de solidarité, prise en charge par la LCR et son imprimerie Rotographie. D'autres sections de la IV<sup>e</sup> Internationale comptent s'y associer, notamment nos camarades du PSO en Suisse.

Je verse ..... F pour l'imprimerie de BARRICADA  
 NOM : .....  
 PRENOM : .....  
 ADRESSE : .....

Chèques à l'ordre de la « LCR », à adresser à :  
 « Stéphane, imprimerie Rotographie »,  
 2 rue Richard-Lenoir 93108 MONTREUIL

# Dominique Fernandez et la tragédie homosexuelle

Philippe ANDREA

**I**l existe depuis longtemps dans la littérature française, un courant dont une référence essentielle est l'homosexualité. Mais plusieurs écrivains apparus ces dix dernières années apportent quelque chose de nouveau, nous interrogent, d'une manière radicalement différente de leurs prédécesseurs, sur le contenu social de l'homosexualité, et tiennent un discours qui nous permet d'approfondir notre réflexion politique.

La littérature a depuis toujours l'avantage de rendre les phénomènes sociaux dans toute leur épaisseur, ce que manque à faire le discours politique tourné par essence vers l'action. Cela s'applique à l'homosexualité. Dominique Fernandez en apporte la preuve au travers de tous ses livres.

Avec *Dans la main de l'ange* (1), il a écrit un roman historique, comme l'avait fait Marguerite Yourcenar avec *Les mémoires d'Hadrien*. Mais c'est de mille fois plus d'audace dont fait preuve D. Fernandez, en choisissant d'écrire une auto-biographie imaginée de Pier Paolo Pasolini, se substituant à ce dernier, sous la forme d'une longue lettre à un ami napolitain. Cependant D. Fernandez donne immédiatement la limite de son projet en ne citant jamais ni le nom entier de Pasolini, ni aucun titre de ses films ou livres, tous suggérés, et en expliquant cette réserve par la belle phrase de Chateaubriand : « *On ne peint bien que son propre cœur, en l'attribuant à un autre* ».

## Ecrivain baroque

Voilà donc un livre dédale ! Un livre où Pasolini et Fernandez se dissimulent l'un l'autre. Mais c'est sans importance. Fernandez n'a pas voulu faire une biographie rigoureuse. Il a recherché au-delà des faits connus, les questions communes, les épaisseurs sociales auxquelles l'œuvre de Pasolini, comme la sienne, s'affrontent.

Pour un homosexuel une telle œuvre est géniale.

Pour un militant révolutionnaire elle dérange, elle irrite, elle va même jusqu'à l'insupportable dans la manière dont elle semble transporter les nouveaux poncifs, dont elle manie le paradoxe. On a parfois l'impression d'entendre le discours d'un ancien militant venu à la politique avec Mai 68 et

qui a rejeté tout cela, en croyant aller vers une vérité plus individuelle, plus culturelle ; une vérité qui serait débarrassée des stéréotypes engendrés par le monde moderne, au bénéfice d'un retour vers le passé reconstruit mythiquement. Comment ne pas être énervé quand D. Fernandez explique l'adhésion de Pasolini au PCI ? « *Sache que tu auras besoin toute ta vie de compenser le manque initial de l'autorité et de la loi par le besoin de te soumettre (quitte à te rebeller parfois, en fils impatient de s'affranchir) à l'autorité et à la loi d'un parti ; en l'occurrence le parti communiste, seul capable d'imposer un ordre et un discipline analogues à l'ordre et à la discipline paternelle (...), le parti n'est rien d'autre pour toi que le suppléant, adoré ou détesté, du père, et il ne fera rien d'autre tant que tu n'auras pas tiré au clair tes conflits familiaux, tant que tu rendras à Marx ce qui appartient à Freud.* »

De même toute personne connaissant un peu la musique sera renversée en apprenant que le compositeur Cimarosa est bien supérieur à son contemporain Mozart, ou que les madrigaux de Guesualdo dépassent largement ceux de Monteverdi. Rien moins que cela ! Et cela se ramène tout compte fait à une seule raison : ils étaient napolitains, ce dont ni Mozart, ni Monteverdi n'avait le bénéfice.

Mais s'arrêter à ceci ou à cela, c'est oublier que Fernandez est un auteur baroque. Il écrit ses romans et ses essais comme les architectes du baroque construisaient des églises et des palais. Il faut faire un effort considérable pour discerner la structure d'ensemble, la physiologie générale, sous le foisonnement des détails, le luxe des parements, des décorations, des stucs, de ce qu'on pourrait par ignorance appeler les surcharges.

Amoureux du baroque napolitain, qu'il connaît et décrit mieux que quiconque, D. Fernandez s'en est imprégné pour écrire ses livres.

A un Marx, que Freud permet de rejeter, succède systématiquement quelques pages plus loin, un traitement similaire infligé à Freud, où la raison marxiste n'est pas étrangère ! Notant l'explication freudienne de l'homosexualité, qui fait de celle-ci un « stade », une « étape » universelle mais transitoire, sauf pour quelques malheureux, il commente : « *Tu noteras le caractère*

*manifestement, splendidement, impudemment économique de cette métaphore : l'être humain comparé à une usine dont le rendement ne donnerait pas satisfaction. Au début, passe encore qu'elle produise peu ; c'est la phase adolescente et temporaire, où l'avenir se prépare ; mais ensuite, il faut qu'elle accroisse régulièrement son volume de production, car une usine qui s'en tient aux mêmes chiffres d'une année sur l'autre est une usine en régression, en perte. Applique maintenant cette notion d'arrêt dans le développement, arrêt fatal en économie, au domaine qui nous occupe, et tu découvriras, non sans ébahissement, d'où Freud, fils de négociant en laines, a tiré ses idées »*

## Homosexualité et statut de la femme

La forme baroque du discours de D. Fernandez lui permet de s'échapper en permanence. Là, vous pensiez le prendre en défaut ? Il s'est déjà esquivé. Et pourtant dans son dernier roman, il revient à une même interrogation : qu'est ce que la libération homosexuelle ? De quoi viendra-t-elle ?

Nous avons combattu depuis plusieurs années contre toutes les formes de la répression bourgeoise, non sans des succès importants. Nous savons que cela n'épuise pas la lutte pour la libération homosexuelle. En écrivant, D. Fernandez pose la question autrement : sans la législation, et surtout les comportements du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'après-seconde guerre mondiale, qu'est ce que l'homosexualité ?

Il ne s'agit pas de tenir un discours d'historien qui ne serait capable d'apporter que bien peu de choses. Mais comme l'archéologue d'aller à la recherche de structures du passé grâce aux indices trouvés dans le monde actuel. Pas question de faire appel à des témoignages, mais de comprendre les comportements d'hier au travers de différences se manifestant encore aujourd'hui. D. Fernandez dessine ainsi les contours de son aspiration à la libération homosexuelle : il nous parle d'une société où la culture prend

ses racines à l'aube de l'humanité et de ses mythes fondateurs. Naples, ville surgie du ventre de la terre, à laquelle la relie la violence du Vésuve, Naples dans son refus du progrès, par sa population de centaines de milliers de chômeurs occupant le quartier historique, dans une marginalité unique, est la référence où Fernandez puise les arguments de ses démonstrations. Naples est son champ de fouilles. Il sait pourtant qu'on ne saurait donner cette ville en exemple, sauf à ratiociner sur la beauté de la vie des pauvres, qui ne connaissent aucun des avantages du progrès industriel, qui vivent dans la misère, l'absence d'hygiène élémentaire.

Si la marginalité par rapport au progrès industriel préserve une culture, un mode de vie, un comportement social, qui peuvent être fascinants, elle a un revers que personne ne peut oublier : « *Qu'il soit clair une fois pour toutes, que je ne blâme pas dans le progrès l'amélioration matérielle, quand elle apporte aux familles le confort indispensable. Une salle de bains, une chasse d'eau, une fenêtre qui ouvre sur le ciel... Est-ce moi qui prêcherais que suffisent le pain sur la table et la Bible près du lit ? Le romantisme de la misère n'est pas mon fort. A la fois béni et infâme me paraît chaque basso : béni en tant que couloir de la communication avec les galeries souterraines, infâme en tant que lieu assigné aux pauvres par l'égoïsme des riches.* »

Mais dans ce monde là, l'homosexualité telle que nous la connaissons n'existe pas. L'homosexualité qui vient se glisser dans la différence des sexes est profondément modelée par la manière dont cette différence s'opère. L'homosexualité ne traverse pas les siècles, indifférente aux structures sociales. Elle n'est pas une réalité intangible de l'antiquité à nos jours, sauf à croire que c'est une maladie ! Autrement dit, l'homosexualité dépend du statut de la femme. L'accession par les femmes aux droits et devoirs qui sont ceux des hommes, à l'égalité, conséquence de leur transformation en main d'œuvre exploitée dans le procès de production capitaliste, modifie le rapport entre les sexes. Au cours de ce long processus, l'homosexualité change de statut, de définition, de place.

Cela ne signifie absolument pas que dans les sociétés où les femmes sont enfermées, il n'y ait pas place à la différence, que celle-ci ne s'épanouirait que dans la société capitaliste libérale. Mais c'est une autre différence, une autre ambiguïté qui a sa place et qu'on célèbre : celle des castrats au XVIII<sup>e</sup> siècle, après qu'on ait interdit aux femmes de chanter dans certains lieux, celle des « femmielli » dans la Naples traditionnelle. Des hommes choisissent d'être « femmes », sont intégrés comme tels dans leur quartier, se voient réserver certaines professions, célèbrent leur fête annuelle, et ont peut-être un Saint-Patron : Saint-Janvier, le saint protecteur de la ville.

C'est le rôle actif qui distingue la sexualité normale, virile, de celle de ces hommes assimilés aux femmes par leur comportement sexuel. Une concurrence-complémentarité est instaurée entre les « homosexuels » et les femmes, reposant sur l'enfermement des

femmes, l'interdiction des rapports sexuels entre hommes et femmes non mariés.

A l'inverse, la société capitaliste développée, telle qu'elle existe en Europe du Nord ou aux USA, transforme l'homosexualité en un rapport sexuel entre deux personnes du même sexe, indépendamment des rôles tenus dans ce rapport. L'homosexualité est exclue de la vie normale : elle se trouve refoulée dans des ghettos. L'interpénétration qui existait a disparu. L'homosexualité devient quelque chose de radicalement différent. On hésite à employer le même mot pour décrire deux réalités sociales aussi différentes.

C'est finalement dans les sociétés considérées comme les plus permissives que l'homosexualité trouve le moins de place dans la communauté, en est rejetée. Pour imposer son existence, elle doit s'organiser, mener un combat politique.

Certes, un marché homosexuel se crée, dont le capitalisme tire profit. Mais l'intégration qui en résulte est superficielle, elle n'est pas essentielle au système. Elle ne s'enracine pas dans la production de la vie sociale. Les édifices construits sur cette base, aux USA par exemple, sont fragiles. Ils peuvent être menacés, remis en cause du jour au lendemain à la première psychose collective.

Il ne reste à l'homosexuel inutile que le choix entre l'intégration dans la société normale, aspiration légitime, mais à condition de renoncer à lui-même, de cacher son homosexualité comme un délit (ce qu'elle est censée souvent ne plus être juridiquement), de vivre en « honteuse ». L'homosexuel peut aussi affirmer sa différence, mais il doit alors se retirer dans le ghetto.

L'Italie, et surtout l'Italie du sud, celle qui commence avec Naples et où tout se ramène sous une forme concentrée à cette ville, est encore dans une situation intermédiaire. Le capitalisme structure la vie sociale, mais les permanences issues du passé sont restées avec une force étonnante. Le journal *La Repubblica* titrait le 14 juillet 1983 : « *Mourir à 17 ans pour ne pas se marier* » et écrivait ensuite : « *Le cas de la jeune calabraise, que ses parents voulaient marier de force, n'est pas isolé* ». On sait que dans le sud, les femmes qui sortent une chaise pour s'asseoir dans la rue, afin de bénéficier de la fraîcheur du soir et de la lumière, la gardent tournée contre le mur, afin de ne pas voir les hommes qui passent... Alors, D. Fernandez peut s'interroger avec Pasolini : « *Mais enfin, comment nier l'évidence ? Les garçons dans cette Italie émancipée ne seraient plus d'un abord aussi facile.* »

## Quel avenir pour l'homosexualité ?

On comprend comment dans la situation qui est la sienne, l'homosexuel puisse se tourner vers des modèles pré-capitalistes qui continuent à survivre dans l'Italie du sud ou en Afrique du nord, et comment cela peut prendre la forme d'un mythe libérateur.

Pasolini a cultivé ce mythe jusque dans ses conséquences les plus extrêmes. Il a condamné le féminisme et la libération des femmes. Ils contribuaient à l'exclusion des homosexuels, en détruisant le tissu social où ceux-ci trouvaient une place privilégiée. Il a condamné le progrès industriel et social qui enfante la société « permissive ». Le maximum de permissivité pour ce qui est « normal », signifiant aussi l'exclusion de toutes les autres différences. Est-ce par ignorance, si, avant le XIX<sup>e</sup> siècle qui inventa le mot homosexualité, on tendait à regrouper dans la même catégorie d'adultère toutes les formes de sexualité hors mariage ? Favoriser la liberté des unes, n'est-ce pas, sans le dire, reprononcer une condamnation définitive des autres ? La forme ultime de cette vision pasolinienne du monde débouche sur le désespoir. Ce dont témoigne son dernier film, *Salo ou les 120 journées de Sodome*.

Il faut dire ici, que sous une forme dévoyée, cette aspiration à une liberté sexuelle échappant aux classifications des sociétés modernes, est récupérée par les agences de voyages dans le tiers monde, où l'on commercialise le corps des pauvres et d'abord celui des enfants. De la Thaïlande à Ceylan, « *le tiers monde sera toujours la providence de ceux que quelques pièces au fond de leurs poches transforment en nababs.* » Le capitalisme tente de tirer profit de cette aspiration homosexuelle à un retour dans la société. Mais il l'a dégradée, l'a rendue ignoble, l'a transformée en son contraire : une activité basée sur le commerce, l'argent, aidant avec le développement de cette forme de prostitution à la destruction de la cohésion sociale, de l'identité de ces pays. Il faudrait être infâme pour accuser Fernandez de nous emmener dans ces chemins de traverse. Son propos traduit une aspiration radicalement inverse, mais sans réponse à la question : qu'est-ce que la libération homosexuelle ?

A Gennariello, amour napolitain prêté à Pasolini, il dit : *Que tendre vers le haut soit ton ambition de citoyen, je ne t'en ferai jamais le reproche. Tâche simplement, je t'en supplie, de rester en contact avec le bas de ta ville, avec le monde souterrain sur lequel Naples est bâti.*

Marie-toi Gennariello, laisse-toi absorber par le modernisme ! Ce sera la fin de notre amour, dont tu peux essayer de te souvenir... Mais il s'agit peut-être d'autre chose. Dans une société où l'homosexualité vient se lover dans le vide laissé par l'exclusion partielle des femmes, elle est une nécessité, un rapport d'échange indispensable à côté du rapport d'échange qu'est le mariage.

Mais ce vide est momentané, s'il est éternellement recommencé : Gennariello doit se marier. C'est dans la nature des choses, sauf à devenir lui aussi homosexuel. Mais dans ce cas, il rechercherait l'amour d'autres « maschi » ; à cent lieux de lui serait l'idée de faire l'amour avec un homosexuel. Il faut voir la stupefaction désolée des homosexuels napolitains quand on leur explique qu'à Paris ou à Amsterdam, les homosexuels font, pour l'essentiel, l'amour entre eux, s'excluant de la communauté sociale, ne jouant aucun rôle dans l'équilibre social.

Par définition, la relation homosexuelle est donc de courte durée. Mais ce serait une erreur de la comprendre comme un substi-

tut, un erzatz. Il y a tout un ensemble social structuré où elle prend place dans un équilibre à respecter. Le désir aussi obéit aussi à cette structure. Et c'est bien parce qu'il y a un désir qu'on ne peut pas seulement parler de substitut. De même, écouter les voix des castres au XVIII<sup>e</sup> siècle, engendrait un plaisir particulier. Même quand les femmes pouvaient chanter, on réservait certains morceaux à ces voix différentes : voix se substituant à celles des femmes, mais jamais voix de femmes, ni plus voix d'hommes.

Mais si c'est un monde patriarcal, fait de violence contre les femmes auquel doivent aspirer les homosexuels, alors on comprend qu'il n'y a plus à chercher de chemin à la libération homosexuelle. Leur bonheur ne peut qu'être une greffe sur l'oppression. « Libération homosexuelle » sont devenus deux mots contradictoires.

La mort tragique de Pasolini constitue la démonstration finale. Peu nous importe qu'il soit vraiment mort comme le raconte D. Fernandez, ou qu'il ait été victime d'une bande fasciste, comme le disent avec beaucoup de conviction ses amis italiens. Cette mort est là pour nous montrer qu'il n'y a pas d'issue. Impossible de réclamer en conscience le retour d'un passé basé sur l'exclusion des femmes, mais impossible aussi de vivre l'homosexualité dans une société qui la rejette, l'enferme dans la pire des prisons, un ghetto, « un ghetto doré, mais un ghetto ».

Alors D. Fernandez met dans le même sac « le bourgeois tranquille qui descend au feu rouge et fait le tour de sa voiture pour vérifier si la carrosserie n'a pas été égratignée dans l'embouteillage ; l'ouvrier laborieux (...) ; le jeune couple qui signe des traites (...) ; le père de famille (...) ; le syndicaliste qui organise une grève contre son patron abusif. Tous organisent à partir des années soixante mon lynchage ».

## Mythe et histoire

Des habitants de Naples manifestent après le tremblement de terre, pour être relogés, et occupent un ancien monastère. Voilà le mouvement social ? Non point, nous dit D. Fernandez. La manifestation se révèle être manipulée par ceux qui veulent empêcher la municipalité d'utiliser le monastère pour loger les étudiants. Pour Fernandez, les masses sont éternellement dupes dans leurs révoltes ; elles servent de pions dans un jeu qu'elles ignorent ; elles ne sont que le décor qui dissimule le plan d'ensemble du monument baroque sans jamais influencer sur lui, en dépit des « trompe-l'œil ». Cela amène D. Fernandez, livre après livre, à rejeter la politique et le mouvement social. En s'inscrivant dans la recherche du progrès, un tel mouvement saperait toujours un peu plus la convivialité des hommes du passé.

Un des aspects les plus troublants de l'histoire napolitaine, est l'incapacité de ses habitants à déterminer leur avenir social, à s'imposer comme sujet dans l'histoire. Cela donne toute sa place au mythe dans la vie napolitaine. Il n'y a rien qu'il faut généraliser ou dont il faut faire l'éloge dans cette affaire, à moins de se complaire dans une contestation impuissante de l'ordre capitaliste. A confondre les progrès de la bourgeoi-

sie, de sa morale, de son mode de vie, et la lutte des opprimés, des minorités (et des majorités) pour l'accès au droit de vivre, Fernandez confond deux mouvements qui même si ce n'est pas apparemment vont dans des sens radicalement opposés. Contrairement à ce que croyait Pasolini, le droit au divorce, à l'avortement ne sont pas machiavéliquement accordés pour mieux organiser une nouvelle répression. Ils sont le résultat de luttes sociales, de mouvements de masse, dont la logique est la remise en cause de l'ordre social bourgeois.

La société bourgeoise détruit les liens entre les hommes. Elle n'a pas le privilège de substituer à l'ancienne convivialité, une convivialité du couple hétérosexuel. Elle anéantit au contraire les richesses spirituelles des hommes, en rendant le travail toujours plus aliénant, et en calquant sur celui-ci l'ensemble du mode de vie. La société tend à se réduire de plus en plus à une société de classes.

En étant partie prenante de l'ensemble des luttes contre l'exploitation et l'oppression, et d'abord de la lutte contre l'oppression des femmes, les homosexuels, loin de devenir « une deuxième fois exclus », comme le dit Fernandez, aident à la subversion de l'ordre bourgeois. Et cela évidemment, non pas pour un retour vers le passé, même si ce bond en avant que sera la libération de l'humanité intégrera tout ce qu'il y avait de meilleur dans les sociétés précédentes. Les sociétés patriarcales, si elles mettent les femmes à l'écart, limitent, atrophiaient la sexualité de tous les hommes. Si l'homosexualité n'existe que comme conséquence de la vie réduite imposée aux femmes, alors il est vrai qu'elle disparaîtra avec l'oppression dans une société communiste.

Nous ne le croyons pas si cela signifie que le désir des hommes ne sera plus porté que vers les femmes et vice-versa. Mais c'est sans doute vrai si on considère l'homosexualité d'abord comme un phénomène social, que c'est le social qui modèle ce qui est de l'ordre du désir. Mais l'hétérosexualité disparaîtra de même, pour laisser place à de nouveaux rapports sexuels entre les hommes, dont le soubassement ne sera plus l'oppression d'un sexe par l'autre. Le socialisme ne sera pas la prolongation de la société capitaliste débarrassée de quelques défauts et plus performante, mais une société sans exploitation ni oppression. Elle reposera sur une révolution dans les rapports entre les hommes sans comparaison possible avec toutes les modifications qu'a connu précédemment l'humanité. Pour la première fois en arrière fond des rapports humains n'existera plus la lutte pour la survie et tout le « fatras » qui en découle.

Mais la société capitaliste comme époque transitoire vers la société sans classe est la plus cruelle. Elle exclut tout rapport humain, social, culturel, sexuel qui ne s'intègre pas à son ordre productif. Il n'y a aucun moyen d'y échapper individuellement, sinon de retomber dans ses filets un peu plus loin.

L'œuvre de Dominique Fernandez a une importance capitale pour nous. Elle vient témoigner comme personne ne l'avait encore fait, de ce drame terrible qui est celui des homosexuels dans la société capitaliste.

## Lettre de la LCR au PCI

# Le PCI

# quitte le SNI pour FO

**L**es militants du P.C.I. ont quitté le S.N.I.-P.E.G.C. (F.E.N.), pour rejoindre la C.G.T.-F.O. en plusieurs départements. Nul ne doute de l'extension nationale de cette initiative. Nous nous adressons à vous avec toute la gravité qu'appelle votre décision.

## Il s'agit d'une scission syndicale

Le passage organisé du S.N.I. à F.O. porte un nom : celui de scission syndicale, fût-elle limitée numériquement par la réalité de vos propres forces. N'appellez-vous pas tous les instituteurs et syndiqués du S.N.I. à quitter ce syndicat pour rejoindre F.O. là où des sections ont été constituées ?

Pour des militants trotskystes, l'organisation d'une scission syndicale, même en réponse à une initiative d'individus (dont l'autonomie est relative), n'est pas une tradition ! Notre tradition puise dans le combat contre la scission de la C.G.T. en 1947-1948.

Notre tradition, c'est celle de la motion Bonissel-Valière préservant le syndicalisme enseignant de la scission confédérale entre C.G.T. et F.O.

Vous avez, jusqu'à récemment, soutenu qu'il fallait tout faire pour préserver le cadre unitaire de la F.E.N. Vous avez été plus loin, attribuant à la direction U.I.D. une place particulière dans l'échelle des bureaucraties. Vous avez expliqué que le S.G.E.N.-C.F.D.T., se construisant à côté et contre la F.E.N. était à ce titre un « syndicat de division ».

Vous avez affirmé que les pressions scissionnistes dans la F.E.N. ne pouvaient venir que des stalinien.

Aujourd'hui vous construisez F.O. contre le S.N.I. Vous construisez de toutes pièces un syndicat qui n'a aucune réalité chez les instituteurs. Vous construisez un syndicat de division.

Ce n'est pas un mince changement d'orientation. Votre passage à F.O. tire un trait sur toute une période d'activité de votre courant. Et sans un mot d'explication politique de votre parti : à cette date, *Informations Ouvrières* n'a encore rien dit ! Si la situation dans le S.N.I. est aussi décantée, aussi claire que vous le prétendez, comment se fait-il que votre parti n'ait aucun mot de commentaire public à fournir ?

## « Le S.N.I. n'est plus le S.N.I. » ?...

La lecture du bulletin « défense du syndicalisme enseignant » ( que vos militants soutiennent et diffusent), laisse entendre que le S.N.I. ne serait plus le S.N.I....

Autrement dit, ce n'est pas le P.C.I. qui a changé de tactique syndicale c'est le S.N.I. qui a changé de nature.

Mais pour devenir quoi ? Un syndicat clérical ? Un syndicat vertical ? Un syndicat de la bourgeoisie ? Quand, comment s'est opérée la mutation ?

Où est le test ? On chercherait en vain une réponse sérieuse à ces questions dont dépend pourtant toute votre démarche.

Reprenons donc.

La trahison des revendications ?

Assurément, le S.N.I., comme la F.E.N. et tous ses syndicats nationaux, est plus préoccupé de protéger le gouvernement que de défendre les revendications. Cela n'est-il pas le propre d'une direction syndicale social-démocrate dont les « amis » sont au gouvernement ? C'est l'inverse qui serait étonnant et pourrait nous interroger sur la vraie nature de U.I.D.!

Quelle différence qualitative y a-t-il entre la politique de la direction du S.N.I. ou de la F.E.N., et celle des autres syndicats hors et dans la F.E.N. ?

Lequel a défendu, en paroles et en actes, le pouvoir d'achat ? Lequel mobilise contre les licenciements ?

Si U.I.D. dans le S.N.I. n'est plus U.I.D., que dire de la direction U.I.D. de la F.E.N. qui a en charge, par exemple, les négociations salariales ? Et alors, si la F.E.N. n'est plus la F.E.N. doit-on s'attendre à votre départ de toute la F.E.N. ? Sinon, pourquoi ?

La capitulation laïque ?

Assurément, le S.N.I. comme syndicat des instituteurs et noyau de la F.E.N. est au coeur de cette capitulation. Mais, entre la mobilisation directement tournée contre la politique anti-laïque du gouvernement d'une part, et l'orientation pratiquée par U.I.D., quel espace y a-t-il ? Qu'attendiez-vous d'autre de la direction U.I.D., pour affirmer qu'elle n'aurait pas capitulé ?

Et que dire, sur cette question du S.N.E.T.A.A. (dirigé par U.I.D.) dont per-

sonne n'a entendu dire qu'il s'élevait contre la capitulation laïque de la F.E.N. ? Qu'a-t-il fait dans son secteur, celui de la formation professionnelle, pour amplifier le combat contre les écoles patronales, les Centres de Formation d'Apprentis ? Le S.N.E.T.A.A. est-il toujours le S.N.E.T.A.A. ?

Que dire enfin du S.N.E.S. (dont vous opposez maintenant l'exemple à celui du S.N.I. !), qui organisait une initiative le 8 mai, en concurrence au rassemblement laïc du Bourget du 9 mai 1982, pour lequel il n'a pas levé le petit doigt ?

Ce ne sont pas les seules incohérences de vos explications sur la métamorphose du S.N.I. • On est d'abord tenté de croire que ce n'est pas la première fois que vous décrêtez un changement de nature du S.N.I. : n'est-ce pas avec de tels arguments qu'en 1966 (déjà...) vous aviez imposé dans l'Ecole Emancipée la démission de ses 2 élus au Bureau National du S.N.I. ?

• A-contrario, pour justifier vos passages à F.O., vous ne vous embarrassez pas toujours de considérants sur la nature des syndicats que vous quittez... Plusieurs de vos militants de la C.G.T. sont passés à F.O., individuellement, sans que vous n'ayez jamais dit que la « la C.G.T. n'est plus la C.G.T. ». La différence avec le S.N.I., c'est que votre départ ne peut y être aussi discret que dans la C.G.T. Aussi les arguments sur la nature du S.N.I. ressemblent-ils fort à des arguments de circonstance destinés à justifier un tournant d'orientation de grande ampleur.

• Dans une période politique comme la nôtre, et quand un syndicat comme le S.N.I. « change de nature », on est en droit de s'attendre à des réactions d'une autre ampleur que celles existant aujourd'hui !

Or, votre scission est ultra-minoritaire, portée par aucune poussée. Elle est incompréhensible à la très grande masse : et ce test devrait vous suffire à abandonner votre projet.

## Le choix du moment

C'est au moment où s'exprime une montée de l'opposition des syndiqués à la politique de la direction U.I.D. du S.N.I. que vous quittez ce syndicat ! Qui convaincrez-vous que votre scission ne relève pas d'une désertion politique au moment où de meilleures perspectives s'ouvrent ?

Il y a eu près de 17% de votants contre le rapport d'activité de la direction en juin dernier : 9% de plus que le score additionné de l'Ecole Emancipée et du F.U.O. Et ceci, en dépit du faible taux de participation et en dépit de la consigne de vote U.A. d'abstention.

Le rassemblement des « non » ne trace pas une orientation alternative pour le S.N.I. Mais il condamne très clairement les trahisons revendicatives et laïques. C'est déjà beaucoup.

C'est une situation inédite dans toute l'histoire du S.N.I.

C'est un excellent point de départ... pas vers F.O., mais pour renforcer le syndicalisme de lutte de classes dans le S.N.I. et la F.E.N. Pensez-vous un seul instant que le passage à F.O. soit une perspective pour les syndicalistes qui ont dit non à la direction ?

Croyez-vous une seconde que vous allez pou-

voir contourner l'obstacle de la direction U.I.D. du S.N.I., trouver un raccourci et réaliser, par F.O. interposé, ce que vous renoncez à faire dans le S.N.I. au moment même où les conditions sont les plus favorables ?

## Un pronostic

Un autre argument, pas écrit certes mais entendu, repose sur un pronostic politique : le P.C. quittera le gouvernement, il s'agirait alors de prendre les devants, d'être les « premiers » à F.O. pour y accueillir les transfuges de U.I.D. en position de force !

Il est déjà bien hasardeux de bâtir une politique sur un pronostic. Ce n'est pourtant pas l'essentiel.

L'essentiel, ce sont les principes. Si menace de scission il y a, alors nos principes sont de la combattre de toutes nos forces, et pas de l'anticiper, c'est-à-dire d'y ouvrir la voie ! Que direz-vous demain si votre pronostic se réalise et que la fraction du P.C.F. organise, elle aussi, mais à une autre échelle, une scission de la F.E.N. ? Vous approuverez ? Vous condamneriez : au nom du bel exemple que vous avez donné ? Ou encore, vous « prendrez acte », en toute extériorité ?...

Vous ne pouvez pas l'ignorer : votre acte scissionniste enlève toute crédibilité à toute déclaration de votre part pour l'unité syndicale.

Plus encore : il met largement en cause la sincérité de votre parole, quand vous faites aujourd'hui ce que vous reprochiez aux autres hier.

## Refaire à F.O. ce qui a échoué dans la F.E.N. ?

Reste le choix de F.O. Ayant tiré un trait sur le S.N.I., vous auriez pu justifier votre passage à F.O. par une raison pratique : c'est le seul syndicat qui vous ouvre ses portes. Mais, non ! Vous faites de F.O. une valorisation opportuniste. Vous donnez à F.O. aujourd'hui la même particularité positive qu'à la F.E.N. hier ...

Que F.O. mette à profit sa position dans le mouvement ouvrier, pour occuper une place laissée vacante par la C.G.T. et la C.F.D.T., c'est l'évidence. — de même que la C.F.D.T. a « exploité » la conjoncture post-68 pour se renforcer.

— Mais est-ce de la part de la direction confédérale l'expression d'une tactique ou de quelque chose de plus, et de quoi ?

— Agit-elle avec les méthodes de la bureaucratie réformiste ou avec celles de la lutte de classes ?

— Travaille-t-elle en toute indépendance à l'égard des manœuvres des partis bourgeois dont le soutien bruyant pour les élections à la sécurité sociale ne semble pas heurter son attachement à « l'indépendance syndicale?... »

Encore pourriez-vous dire : nous passons un accord avec le bureau confédéral (c'était l'expression consacrée au congrès confédéral de Bordeaux), sur un point, mais sur tout « le reste » nous gardons nos positions, notre indépendance.

Il faudrait déjà justifier : un accord sur quoi ? Pour faire barrage à quoi ?

Mais, il y a tout le « reste », c'est-à-dire l'es-

sentiel : la défense d'une pratique et d'une orientation de lutte de classe pour le syndicat.

Or, pas un seul mot de critique à la direction Bergeron ! Est-ce le prix de l'accord ? Pas une bataille d'orientation syndicale à même de construire un courant. La déclaration de syndicalistes F.O. (ce n'est qu'un aspect parmi beaucoup d'autres) avant mai 1981, exigeant du Bureau confédéral qu'il rompe avec son prétendu « apolitisme » et prenne clairement position contre les candidats de la bourgeoisie, s'est fait sans vous, et même contre vos positions.

Nous vous le disons, sans souci de polémique, avec un très profonde conviction : la racine de votre départ du S.N.I. réside dans l'échec de l'orientation que vous y avez développée... et que, par une sorte de fuite en avant, vous vous apprêtez à rééditer dans F.O.

L'appareil U.I.D. depuis le 10 mai a fait le ménage, avec les mêmes méthodes bureaucratiques qu'il utilise pour négocier tel ou tel appui.

Les tolérances nées de l'époque où l'O.C.I. avait choisi d'appuyer la majorité fédérale contre la montée de Unité et Action ont sauté.

Et l'espoir qu'une partie — au moins — de l'appareil U.I.D. pourrait aller « plus loin » que son propre « programme » a sauté en même temps.

Quel est le gain de la tactique que vous avez menée pendant des années en direction de U.I.D. ? C'est pourtant la même tactique que vous allez conduire dans la fédération F.O. de l'enseignement. Combien de temps ? Le temps que Bergeron, ayant usé du travail des militants du P.C.I., décide de s'en passer. Quand ? En cas, par exemple, de retour de la droite, où Bergeron retournerait « moudre son grain » à Matignon. Ou bien en cas d'aiguillage des contradictions, d'explosions sociales. Dans les deux cas, il faudra bien choisir entre le rejet des « assemblées irresponsables », la priorité à l'anticommunisme d'un côté et la mobilisation ouvrière de l'autre.

C'est donc dans les deux hypothèses les plus probables d'évolution de la situation politique que l'accord dans F.O. devra se rompre. La seule incertitude pèse sur la date. Mais il y a fort à craindre qu'alors Bergeron n'hésitera pas une seconde à s'appuyer sur la droite du syndicat (y compris, par exemple, la fraction du R.P.R.), contre le courant où s'inscrit le P.C.I. Et tout le travail d'éducation qui n'aura pas été fait pendant des années, au nom de l'accord, fera cruellement défaut au P.C.I... et à la confédération F.O. en tant que syndicat ouvrier.

Que restera-t-il à faire au P.C.I. ? A protester de son innocence, à témoigner qu'il n'a jamais introduit de « consignes de l'extérieur » ? Les bureaucrates auront beau jeu de dénoncer l'applatissage du P.C.I. comme une manœuvre de « noyautage ». Le P.C.I. sera d'autant plus « suspect » qu'il ne se sera pas battu sur une orientation lutte de classes.

# Contributions

## à la discussion pour le VI<sup>e</sup> Congrès de la LCR

Le congrès national de la Ligue communiste révolutionnaire se tiendra en janvier 1984. Tous les militants de notre organisation sont appelés à débattre de la situation de la classe ouvrière après plus de deux ans de gouvernement de la gauche, des tâches d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui, des moyens de construire la LCR.

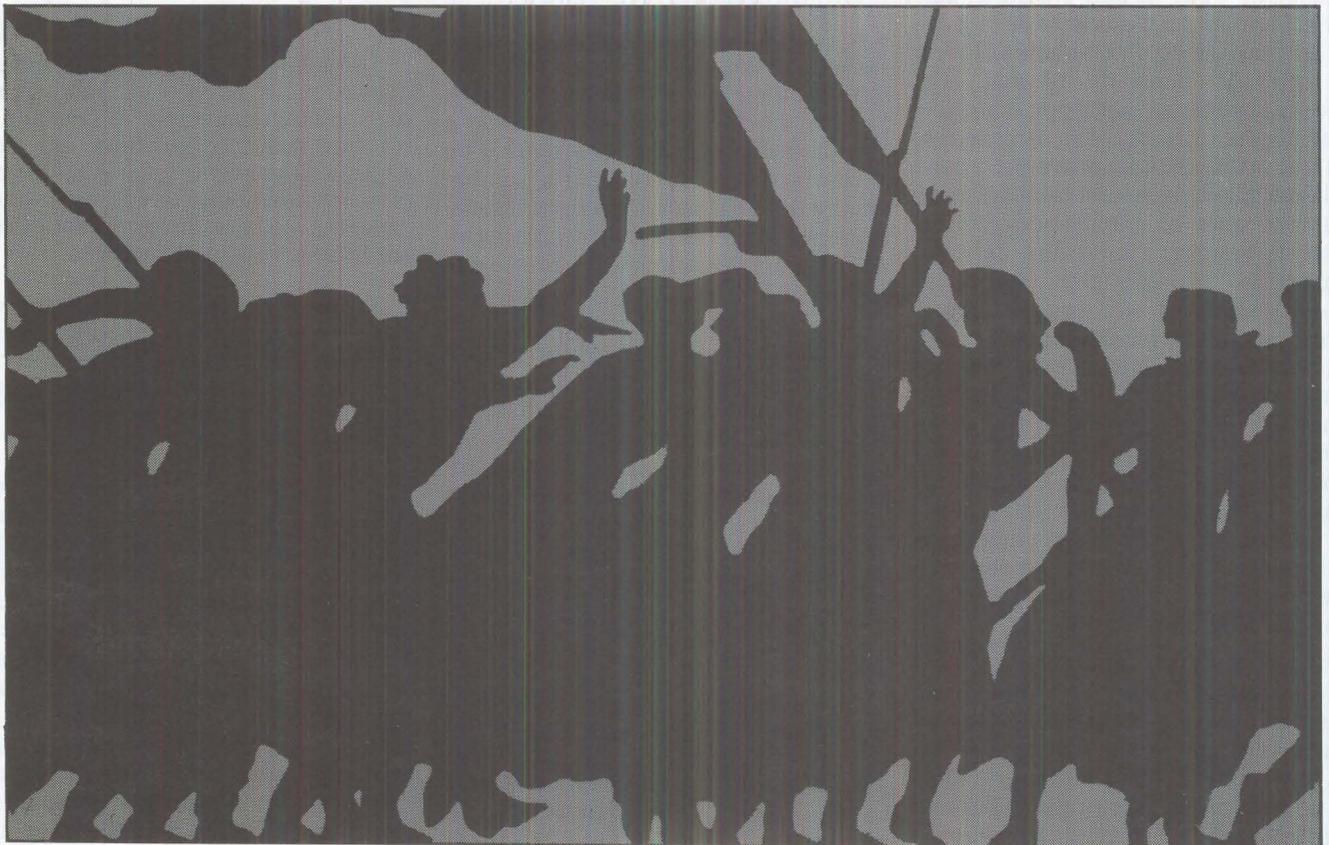
Ces questions intéressent, bien au-delà de la LCR, des milliers de militantes et de militants qui ne se reconnaissent pas dans la politique du PS et du PC au gouvernement, dans le soutien

des confédérations syndicales à cette politique, et qui cherchent une autre issue.

Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs idées, de leurs débats.

*Critique communiste* publie dans ce numéro des contributions qui rendent compte de différentes positions exprimées au comité central.

Le projet de thèses adopté par la majorité du comité central, qui sert de base à la discussion, a été publié dans le numéro 22 de *Critique communiste*.



## En défense du projet de thèses

# Une boussole pour avancer

**L**e débat préparatoire au prochain congrès de la LCR a lieu dans une situation où beaucoup de doutes assaillent les militants ouvriers, où l'amertume et le désarroi se répandent parmi les travailleurs. Il serait étonnant que nos discussions ne le reflètent pas. Les thèses politiques soumises au congrès s'efforcent d'y répondre.

### De mal en pis ?

Le gouvernement, le PS et le PC ont chaussé les bottes de l'austérité. Les directions syndicales leur emboîtent le pas en étouffant toute riposte d'envergure aux attaques anti-ouvrières du gouvernement. Pour la bourgeoisie et ses partis, la politique d'austérité de la gauche au pouvoir est une aubaine. Deux ans après la claque du 10 mai, elle remonte la pente en exploitant démagogiquement le mécontentement grandissant que cette politique provoque ; particulièrement en polarisant celui des couches moyennes ou petites-bourgeoises contre la gauche, c'est-à-dire dans la propagande réactionnaire contre la classe ouvrière et ses organisations. Après les municipales de mars 83, les partielles charient régulièrement leur lot de mauvaises nouvelles. La moindre d'entre elles n'est pas, dans ce contexte, la progression de l'extrême-droite, avec laquelle les amis de Chirac, Giscard ou Barre n'hésitent désormais plus à s'allier. Le racisme anti-immigrés est devenu une camelote qui fait recette, et pas seulement pour Le Pen et ses casseurs reconvertis du Front National.

Du côté des travailleurs, cette situation difficile ne laisse pas d'inquiéter. Mais la contestation de la politique gouvernementale s'exprime encore et surtout passivement : par l'abstention lors des consultations électorales ; par la désaffection à l'égard des organisations syndicales, dont les dirigeants action-

nent la courroie de transmission pour l'austérité dans les entreprises.

En effet, l'obstacle politique est de taille. A beaucoup de salariés, il paraît même infranchissable pour l'instant. N'est-ce pas la gauche qui fait cette politique scandaleuse contre les travailleurs et impuissante face à la crise ? N'est-ce pas le PS, appuyé par le PC et relayé par les syndicats, qui prend des mesures qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles que préparait Barre avant que Giscard ne soit chassé de l'Elysée ? Alors, si la gauche fait cette politique et si, par-dessus tout ça, cette politique prépare le retour de la droite, toutes les voies ne sont-elles pas bouchées ?

A première vue donc, les choses semblent aller de mal en pis pour la classe ouvrière. Non seulement, avec la « rigueur », la vie lui est rendue plus difficile qu'avant, mais les fruits de sa victoire politique lui sont volés et, avec eux, l'espoir du changement tant attendu a l'air de se dissiper dans les brumes d'un avenir incertain, dominé par le sombre augure des prochaines élections législatives de 1986. La situation internationale, la crise économique, la course aux armements, le passage avec armes et bagages par la porte des « droits de l'Homme » d'une bonne partie de l'intelligentsia à la mode dans le camp de la réaction anticommuniste, le discrédit énorme que les pratiques staliniennes jettent sur le socialisme, tout cela n'apporte rien de réjouissant au tableau.

### Les carottes sont cuites Ou question de temps ?

Alors, certains n'ont plus de scrupules à le penser ou à le dire : les carottes sont cuites. L'histoire nous aurait encore joué un des mauvais tours dont elle a le secret. Depuis 1974-1975 (avec la récession capitaliste internationale), la période aurait changé, le vent aurait

tourné. La crise ferait son travail de sape dans les rangs de la classe ouvrière au point que ses différenciations internes, que son intériorisation même de l'austérité seraient aujourd'hui des obstacles bien plus hauts que ceux qui sont dressés par l'orientation du PS et du PC au gouvernement. Et ces derniers ne pourraient d'ailleurs agir ainsi que parce que leur ligne de gestion de la crise traduirait politiquement ce reflux social. L'heure ne serait donc pas à une intervention opiniâtre et acharnée, dans la perspective des luttes en cours, et des épreuves de force à venir ; mais bien plutôt au repli propagandiste vers des cercles politisés, au sein desquels et avec lesquels il s'agirait avant tout de rechercher l'élaboration d'une stratégie et d'un programme révolutionnaire adaptés à la nouvelle période, en France et internationalement.

La tâche fondamentale deviendrait, dans ce cas, d'accepter une modeste responsabilité comme partie (avec un E) révolutionnaire d'un tout qui nous dépasse largement et qui a autant, sinon plus de chose à dire que nous en ce qui concerne ses bases programmatiques et ses formes organisationnelles.

Ces positions existent dans le mouvement ouvrier. Elles se retrouvent dans la LCR, où elles ont parfaitement le droit d'être défendues, y compris dans le débat public à l'occasion de son VI<sup>e</sup> congrès national.

D'autres camarades défendent des positions différentes. Lors du dernier congrès de la LCR, en décembre 1981, ils s'étaient opposés à l'orientation adoptée majoritairement parce que cette dernière, selon eux, refusait d'admettre qu'avec le 10 mai « toutes les conditions objectives d'une crise révolutionnaire étaient réunies ». Curieusement, ils en déduisaient une conclusion politique principale, autour de laquelle ils se sont maintenus jusqu'à présent comme tendance au sein de la LCR : tous les coups devaient être réservés à la droite ; le gou-

vement n'était atteint que par ricochets, les directions du PS et du PC démasquées dans la mesure où elles se refusaient à mener ce combat qu'il aurait fallu inlassablement leur proposer sous le slogan général : unité : PS-PC pour battre la droite et le patronat. Aux élections municipales par exemple, quinze jours avant le deuxième plan d'austérité !

Cette orientation glisse sur la politique d'austérité du gouvernement comme l'eau sur les plumes d'un canard. Elle ne mouille pas. Deux ans après, en pleine austérité, avec des centaines de milliers de travailleurs qui s'abstiennent aux élections et désertent les syndicats en guise de protestation élémentaire contre cette politique anti-ouvrière, on nous propose en substance la même chose : concentrer le tir sur la droite, en faisant passer au second plan la critique contre l'orientation gouvernementale et la défense d'une politique anticapitaliste alternative à celle-ci. Et cette même ligne est fondée sur la même analyse à peu de choses près qu'auparavant : la sale besogne du front populaire n'empêche pas les conditions de se réunir pour une crise révolutionnaire... Question de temps, voilà tout. Ainsi cette analyse « catastrophiste » sert en fait à couvrir une ligne politique qui se dérobe devant la critique de la politique du gouvernement.

## Comprendre pour agir

La ligne politique contenue dans le projet de thèses ne se situe pas simplement au juste milieu, entre ces deux écueils. Elle s'efforce de baser les perspectives d'intervention de la LCR et de construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs sur une analyse politique qui tienne compte de ce qui s'est réellement passé depuis le 10 mai. Et les choses ne se sont pas passées comme nous l'avions prévu dans le document politique adopté par le dernier congrès.

Après un tableau des éléments clés de la situation nationale et internationale, les thèses politiques de décembre 1981 (« La France à un tournant ») affirmaient en effet (p.13 de la brochure) : « Cette conjonction de facteurs permet aujourd'hui de tracer la perspective d'un affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie, qui débouche à terme sur une situation révolutionnaire en France, sans qu'il soit possible d'en prévoir les rythmes, la profondeur et la durée. »

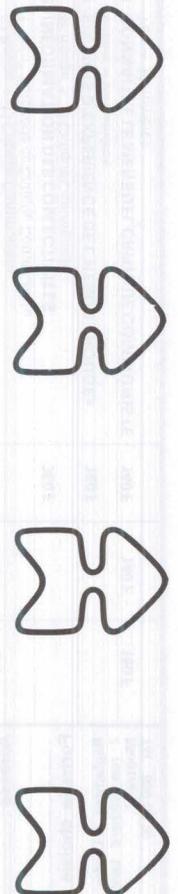
Quelles qu'aient été les précautions de langage, l'hypothèse était bel et bien celle d'une montée rapide des luttes ouvrières, sans doute accompagnée d'un renforcement des organisations ouvrières traditionnelles (comme en 1936 ou 1945-47), avec à la clé une explosion

révolutionnaire. Rien de tout cela ne s'est produit. Il importe de comprendre la racine de cette erreur politique, qui n'a pas peu contribué à désorienter aussi de nombreux militants révolutionnaires. Encore faut-il distinguer ces réelles erreurs de pronostic, avec leurs conséquences tactiques, de l'orientation politique générale définie au dernier congrès. Cette dernière était correcte dans les grandes lignes : indépendance absolue par rapport au gouvernement de collaboration de classes, proposition de front unique pour la mobilisation contre la droite et le patronat, défense d'une alternative anticapitaliste. Et cela est décisif. C'est donc sur ce point que le projet de thèses soumis au débat opère une rectification, à partir d'une réévaluation du contexte de la victoire du 10 mai.

Cette incontestable victoire politique des travailleurs n'est pas intervenue sur la crête d'une vague de luttes ou dans une phase de mobilisation ascendante. Elle survenait au contraire après plus de trois années de division acharnée et après de bien plus longues années de canalisation de la combativité des masses vers les urnes, sous l'Union de la gauche et après son éclatement en 1977. L'aspiration au changement, l'exigence d'en finir avec l'austérité, le chômage et toutes les mesures anti-ouvrières se sont ainsi reportées sur les échéances électorales, principalement législatives de 1978 et présidentielle de 1981. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il y a pas eu de grandes mobilisations durant cette période. Mais unies ou divisées, les directions réformistes ont quand même réussi à leur imposer leur carcan, au prix de différenciations accrues dans les rangs des partis et surtout des syndicats.

En mai 1981, les travailleurs ont donc pris le plus court chemin vers l'espoir de changement, sans pouvoir aborder cette nouvelle situation politiquement favorable avec, dans leurs bagages, une expérience de mobilisations propres, de luttes d'envergure contre l'offensive bourgeoise qui visait et vise à leur faire payer les frais de la crise du capitalisme, patente depuis 1975. Cette expérience reste à faire, dans des conditions modifiées où ce sont maintenant les directions ouvrières qui mènent l'offensive. Les obstacles politiques, dans ce nouveau contexte prennent ainsi une importance décisive. Ils expliquent le caractère apparemment paradoxal de la situation. En même temps que le mécontentement progresse dans la classe ouvrière et que le sentiment critique à l'égard des appareils stalinien ou social-démocrate se répand parmi les militants ouvriers communistes, socialistes, syndicalistes, l'action reste bridée par le manque de perspective alternative et de solution de rechange à une politique que Jospin, Marchais, Maire et Krasucki présentent, tous à leur manière, comme la seule possible.

ABONNEMENTS



## Une nouvelle phase : de riches possibilités

Les travailleurs ne se convaincront pas que cette perspective et cette solution peuvent exister par les vertus de la propagande révolutionnaire, aussi nécessaire soit-elle. Ils s'en saisiront eux-mêmes, dans le cours de leurs luttes, en voyant les militants révolutionnaires à l'œuvre et en constatant par eux-mêmes que leurs solutions sont plus réalistes que l'orientation du PS et du PC qui mène droit à l'échec. De la même façon, aussi profond soit leur mécontentement ou grande leur colère vis-à-vis de la politique gouvernementale, ils ne renonceraient au soutien peu enthousiaste à la gauche (mais soutien quand même), ou à l'abstention en guise de protestation, qu'après avoir vu apparaître, dans leurs entreprises, les éléments d'une direction capable de prendre la relève face à la capitulation réformiste.

Tout indique qu'après les municipales et le deuxième plan d'austérité, une nouvelle phase politique s'ouvre. Les conditions se rassemblent pour que cette expérience ait maintenant lieu. Les effets de la politique gouvernementale étaient, jusqu'alors, différenciés. Désormais ils concernent tout le monde car l'offensive bourgeoise et les mesures gouvernementales — en s'approfondissant — visent aujourd'hui les principaux acquis ouvriers. En témoignent le regain des luttes, leur détermination et l'élargissement de la radicalisation au sein des organisations syndicales, avec en particulier l'apparition d'une opposition ouverte à la direction confédérale de la CFDT.

Oui, les tournants politiques brusques et les affrontements sociaux majeurs sont devant et non derrière nous. Personne ne peut prédire combien de temps cela prendra. Personne ne peut même exclure tout à fait qu'il faille encore un long détour pour en arriver là. Mais ces tournants et ces affrontements sont inévitables, tant sont pressants les besoins de la classe dominante face à la crise aiguë de son système et sont encore grandes les forces de la classe ouvrière et, partant, ses capacités de riposte.

C'est à cela que la Ligue doit se préparer, patiemment, opiniâtement. Par un travail de masse multiplié au sein des entreprises, politique, syndical et d'implantation prolétarienne. Par un combat permanent pour la mobilisation et donc l'unité d'action des travailleurs ; par l'application d'une tactique de front unique, regroupant les travailleurs pour la lutte et les détachant, dans le cours de cette lutte, du contrôle de leurs directions faillies. Par la propagande et l'agitation pour une issue socialiste à la crise,

sur la base du programme d'action que la LCR proposera bientôt à la discussion de tous les militants et de toutes les forces du mouvement ouvrier.

S'il est une donnée nouvelle et significative depuis le 10 mai, c'est que l'idée d'une force nécessaire à la gauche de la gauche, d'un parti révolutionnaire des travailleurs, fait son chemin. La LCR doit sortir de son prochain congrès prête à s'affirmer sans hésitation comme l'organisation qui milite pour la formation d'un tel parti et prend les initiatives susceptibles d'y contribuer ; comme elle a commencé à le faire, lentement mais sûrement, avec les camarades de Lutte Ouvrière. A cet effet, tout en reconnaissant les limites objectives actuelles de ce processus à peine engagé (aucun courant de masse ne surgit encore du sein des organisations ouvrières majoritaires), elle doit saisir toutes les opportunités de faire avancer sur cette route, par l'action commune et le débat fraternel, les milliers de militants et de militantes, organisés ou non, qui veulent sortir de l'impasse où les poussent les directions du PS et du PC.

Mais la condition pour y parvenir est que la démarche des militants de la LCR ne soit pas boîteuse, incertaine, irrésolue. Autrement dit, sans aucun dogmatisme ou sectarisme, c'est que la bataille pour un tel objectif soit menée sur des bases claires, les nôtres, au moins pour ce qui relève de nos propres responsabilités et sans préjuger, à ce stade initial, des résultats finaux. En l'occurrence, il ne s'agit pas d'un ultimatum sur le programme de ce parti, dont les contours ne sont pas encore dessinés. Il s'agit de savoir, aujourd'hui, quelle bataille doit être menée par la LCR, sur quelles bases programmatiques et politiques.

A cette condition, tout aussi cruciale dans ce domaine que pour le reste de son intervention, la LCR saura faire face à ses responsabilités dans les années qui viennent. L'heure, encore une fois, n'est pas au repli propagandiste ou à l'incantation unitaire en direction des réformistes. Dans une situation souvent difficile (mais riche de possibilités), la section française de la IVe Internationale peut et doit se renforcer comme une organisation ouvrière participant à des luttes de masse, les dirigeant, y gagnant la confiance de milliers de militants écoeürés par la politique de collaboration de classes de leurs directions, construisant avec eux un parti révolutionnaire des travailleurs dont le programme et la ligne auront été préparés par ce travail indispensable que personne ne peut faire à notre place.

**Charles Michaloux.  
Alain Krivine  
François Ollivier  
Francis Sitel**

# Abonnement

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste		400 F	400 F	450 F
2. INFORMATION DES SOLIDARITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste		350 F		
3. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros		150 F		
4. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros		140 F	140 F	160 F

Nom : \_\_\_\_\_  
 Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Formule choisie : \_\_\_\_\_  
 Règlement à l'ordre de PEC  
 2 rue Richard Lenoir 93108  
 Montreuil  
 Tél : 859 00 90

## Le projet de thèses :

# un retour en arrière

**L**e projet de thèses politiques soumis par la majorité du comité central nous semble contenir de graves remises en cause des acquis politiques des derniers congrès sur une série de questions fondamentales pour notre intervention dans les deux ans à venir.

## Sur la combativité ouvrière

Au départ il nous semble correct de procéder à certaines réévaluations des rythmes et des délais sur les luttes sociales, d'affiner et de compléter les analyses du 5<sup>e</sup> congrès. Mais nous sommes opposés à revenir sur l'appréciation de toute la période politique depuis Mai 68. Il était certes faux de penser que des luttes de grande ampleur allaient immanquablement suivre la victoire politique du 10 mai 81.

D'une part parce que la classe ouvrière, si elle se trouve confrontée depuis deux ans à une politique d'austérité, n'en a pas encore jusqu'ici subi uniformément les effets. Certaines des mesures prises au début du septennat ont pu apparaître comme dérisoires, mais certaines couches de la classe ouvrière en ont bénéficié et les considèrent comme insuffisantes mais positives. Le blocage des salaires de 1982 a été une mesure générale, s'imposant à l'ensemble des salariés mais il y a au moins une nuance entre un blocage de six mois et une réduction massive et permanente du pouvoir d'achat.

Sur la question du chômage, il y a un refus du gouvernement de front populaire de prendre les mesures efficaces, c'est-à-dire des mesures anticapitalistes pour y mettre fin. Mais si le chômage n'a pas régressé, il n'augmente pas depuis deux ans au même rythme qu'avant ni au même rythme que dans les autres pays capitalistes avancés. Faire cette constatation ce n'est pas soutenir le gouvernement, mais refuser de prendre ses désirs pour des réalités. Ces constatations sont valables pour le moment bien sûr. Il ne s'agit pas de nier l'austé-

rité mais de comprendre qu'elle est un processus qui ne fait que commencer. Et comme il s'est manifesté de manière inégale, l'une des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui, c'est de concrétiser par un mot d'ordre central la riposte. Deux exemples :

L'austérité avait-elle le même sens pour une caissière de grande surface, mère de famille qui a vu l'augmentation du SMIC et des allocations familiales, les 39 heures, la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, qui a été exemptée comme 7 millions de ménages de l'impôt de 1% et du prélèvement de 10%, et pour un ouvrier qualifié célibataire de la région parisienne ? De plus certaines des mesures les plus graves commencent seulement à faire sentir leurs effets. Ce point de vue permet de comprendre à quel point il serait faux de raisonner selon le schéma suivant : l'austérité a frappé massivement les travailleurs ; ils n'ont pas déclenché de vagues de luttes pour défendre leurs acquis ; donc la combativité est en baisse et le 10 mai n'était qu'une victoire électorale.

En fait nous n'avons pas assez pris en compte les décalages entre l'annonce des diverses mesures anti-ouvrières et le moment où elles font sentir leur plein effet. Or c'est un élément important pour la formulation quotidienne de notre agitation. Il est juste de dénoncer le caractère de certaines mesures (les 39 heures au lieu des 35 heures), les contreparties inacceptables. Mais souvent nous n'avons pas perçu que ces mesures ont pu être accueillies comme un premier pas positif. Cela demandait non pas de revoir notre appréciation de ces mesures, mais de concevoir les formulations concrètes de nos mots d'ordre d'une manière plus adaptée à l'état d'esprit des masses.

Il y a un second obstacle, et de taille. Depuis mai 81 la classe ouvrière se trouve confrontée à une autre difficulté qu'on peut formuler de la façon suivante : comment faire une grève d'ensemble contre un gouvernement de gau-

che alors qu'on a voté massivement pour la gauche. Cette difficulté se trouve encore accrue par les attaques furieuses de la droite contre ce gouvernement et la politique de soutien sans condition des directions des centrales syndicales. Les travailleurs sentent qu'une grève générale contre la politique d'austérité ne serait pas neutre politiquement dans un contexte où la droite saisit tous les prétextes pour descendre dans la rue. Souvent dans les assemblées générales les travailleurs nous suivent dans la critique des mesures gouvernementales, mais hésitent quand on pose le problème de la nécessité d'une riposte d'ensemble. Nous devons continuer à le poser car il est juste d'être un pas en avant des masses (mais un pas seulement). Nous devons aussi comprendre que l'hésitation à franchir ce pas peut durer plus ou moins longtemps. Nous sommes donc en désaccord avec le mode de réévaluation du projet de thèses qui tend à rabaisser, au travers du niveau de combativité — assimilé abusivement au nombre de mouvements sociaux — le niveau de conscience de la classe ouvrière. Et de plus cette révision en baisse intervient à un moment où l'austérité va trouver une application généralisée, la rendant de plus en plus inacceptable pour l'immense majorité des travailleurs. Quand la situation objective va pousser la classe ouvrière à faire un pas en avant, c'est ce moment-là que nous choisissons pour faire un pas en arrière.

## La nature du PC, du PS et du gouvernement

Nous avons été surpris à la lecture des thèses d'apprendre que le PC et le PS connaissent une crise d'identité. Quelles que soient les nécessités d'affiner notre analyse, de l'enrichir à la lumière de ces deux années, il nous semblait acquis que l'identité social-démocrate et stalinienne du PS et du PC se révélait sous des formes classiques dans la politique de front populaire menée depuis mai 1981.

Les premières mesures prises depuis l'évolution vers une politique déflationniste de Mitterrand et Delors montrent que les références à Léon Blum ne sont pas purement idéologiques. Quand au PC, s'il est dans une impasse, c'est qu'il estime, quel qu'en soit le prix à payer, que sa participation au gouvernement est le meilleur moyen de s'opposer au mouvement des masses afin de préserver la statu-quo international.

Dans les thèses nous avons également noté l'absence de toute caractérisation du gouvernement. La révision de notre appréciation du 10 mai entrainerait-elle la disparition de toute référence au front populaire ? Il est vrai que lorsqu'on explique que la période 1978-1981 fut en France une période de reculs et d'échecs partiels on ne comprend pas pourquoi

les appareils seraient obligés de monter en première ligne pour constituer un gouvernement de type front populaire. Nous renvoyons à ce sujet aux thèses du 5<sup>e</sup> congrès, pages 16 et 17.

Cette caractérisation n'est pas un problème d'étiquette. Elle est essentielle pour mettre en œuvre notre politique de front unique, qui vise à lever l'obstacle du front populaire. Le front unique ne se réduit pas à une démarche d'interpellation propagandiste. Il est au contraire une arme d'agitation et d'action si la question du gouvernement est correctement posée. Il faut que la majorité PS-PC rompe avec la bourgeoisie. Elle ne le fera pas d'elle-même, il faut que les travailleurs se mobilisent pour l'exiger. Cette formulation doit être habillée concrètement en partant de l'expérience et du niveau de conscience des travailleurs et militants. Cela permet de lever l'obstacle politique qui est un frein aux luttes. Il ne saurait y avoir deux politiques, une contre la droite et une contre l'austérité, car les deux termes ne font qu'un.

Nous sommes donc en désaccord avec la fonction du front unique comme sur la fonction des solutions ouvrières. Les revendications économiques sont toujours dépendantes du rapport de forces. Proposer un contre-programme indépendamment de la situation concrète revient à penser qu'un gouvernement bourgeois, même de type front populaire, pourrait prendre ces mesures de sa propre initiative.

La question des oppositions syndicales nous renvoie à celle du front unique. Nous pensons qu'il est erroné de présenter la construction d'oppositions syndicales avant tout en termes alliances-débats de courants politiques. La crise des militants pris entre les aspirations de la classe ouvrière et la politique des directions alimente un large courant qui ne se confond pas avec une « avant-garde syndicale », courant que nous devons rencontrer sur les problèmes qui sont ceux des travailleurs : défense intransigeante des revendications, riposte au niveau requis contre les mesures anti-ouvrières, unité et indépendance syndicales. C'est sur cette ligne que nous essayons d'amener l'opposition à combattre pour la rupture avec la bourgeoisie. Si dans cette bataille nous perdons quelques alliés centristes, nous pouvons y gagner la confiance de nombreux militants ouvriers.

En conclusion, le projet de thèses nous semble remettre en cause les acquis des derniers congrès. S'il était maintenu dans sa forme actuelle il désarmerait l'organisation en la préparant à vivre une période de reculs, alors que dans la situation objective est inscrite l'intensification des combats de classes, la bourgeoisie ayant un besoin vital de reprendre l'essentiel des acquis ouvriers et le prolétariat n'étant pas disposé à se laisser arracher sans combattre.

Jacques Carvel et Patrick Quentin

## Tout faire pour empêcher le retour de la droite, pour que le PS et le PCF cessent de faire des cadeaux au patronat

La LCR avait pris toute sa part en 1980-81 pour battre Giscard. Alors qu'un dirigeant comme Edmond Maire déclarait : « c'est foutu pour la gauche », alors que Georges Marchais attaquait davantage le PS que Giscard, la LCR, après débat, affirmait, la première : Giscard peut et doit être battu, désistement, unité, gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois.

En mai-juin 1981, la classe ouvrière a non seulement infligé une défaite à Giscard, à tous les partis bourgeois, mais aussi à tous les défaitistes qui professaient que la crise économique du capitalisme contraindrait le mouvement ouvrier à la défensive, que les luttes reflueraient et que les exemples réactionnaires de Reagan et de Thatcher seraient suivis en France.

La vérité c'est que mai 1981 est un résultat différé de Mai 68.

Le problème c'est que depuis mai-juin 1981, la direction majoritaire de la LCR n'a pas su tirer parti d'une situation devenue plus favorable qu'elle ne l'était sous la droite.

Cela a commencé mal : la direction de la LCR a tenu en décembre 1981 un congrès tourné vers des questions internes au lieu de profiter du nouveau climat pour ouvrir le congrès au public et faire connaître largement ce que voulaient les trostkystes.

Ensuite elle n'a pas organisé des campagnes, comme il l'aurait fallu, lors des cantonales, puis pour « des fonds publics à l'école publique » avant le 9 mai 1982 (rassemblement du Bourget), contre le blocage des salaires (juin 1982), contre le CNPF (lors de ses états généraux de Villepinte le 14/12/82) par exemple.

Aux élections municipales, le Bureau Politique a proposé au CC de commettre plusieurs erreurs politiques graves qui témoignaient d'une désorientation importante :

a) il a proposé au comité central de maintenir nos listes au 2<sup>e</sup> tour face à des listes PS-PC si nous obtenions plus de 10% des voix : ce, au risque de faire passer la droite.

b) il a proposé au CC de négocier avec le PS et le PC notre insertion dans leurs listes si nous étions en mesure de le faire, au 2<sup>e</sup> tour : ce, malgré le fait que ces listes de coalition soutenaient le gouvernement.

Ces deux erreurs, l'une « droitrière », l'autre « gauchiste » n'ont été évitées que grâce aux voix de la minorité du Comité Central. Mais ce qui n'a pu être empêché c'est un accord erroné avec Lutte Ouvrière, alors que cette organisation renvoyait dos-à-dos PS-PC et UDF-RPR, alors qu'elle appelait à l'abstention au 2<sup>e</sup> tour et alors qu'elle prétendait que « les travailleurs n'avaient rien gagné en mai 81 » et donc « n'avaient rien à perdre en mars 83 ».

En se liant avec LO et en tenant un meeting central avec cette organisation abstentionniste entre les deux tours à la Mutualité, la LCR s'est privée de concentrer ses forces pour battre la droite : le BP a même polémique avec notre minorité au Comité Central en prétendant que « ce serait une faute politique grossière » que de « compter sur un sursaut de dernière heure de l'électorat ouvrier ».

Ce sursaut a pourtant eu lieu. Le moteur de ce réflexe, de ce vote de classe au 2<sup>e</sup> tour, a été la volonté des travailleurs de battre la droite. Malgré la politique du gouvernement, les travailleurs font la différence : ils veulent empêcher le retour de la droite, même s'ils manifestent leur mécontentement de la politique de la gauche.

La LCR a raté l'occasion d'apparaître comme étant la plus combative pour « battre la droite » et pour exiger du PS et du PC qu'ils rompent avec le CNPF, avec la bourgeoisie et répondent aux revendications de travailleurs qui les

avaient élu. Là où le PS menait des campagnes affadiées (« Quilès tendrese », « Toulouse-la-tendre », « je suis un rouennais »...) la LCR devait mener une vive campagne pour battre Chirac, battre Baudis, battre Lecanuet !

Au moment où Mitterrand expliquait à Figeac : « j'aime ceux qui me contestent... » nous étions sûrs d'être compris des travailleurs en disant « nous, on le les aime pas... nous n'aimons pas les patrons, nous n'aimons pas que PS et PC leur fasse des cadeaux, nous exigeons de Jospin et de Marchais, de Mitterrand, Mauroy et Fiterman qu'ils fassent la politique attendue par les travailleurs, qu'ils rompent vraiment avec "ceux du château" ; entre patrons et ouvrier, ils doivent choisir... »

Ce langage a été insuffisamment tenu. La LCR ne s'est guère fait connaître sur cette orientation. Peu de travailleurs savent aujourd'hui ce que veut la Ligue, comment elle se situe face au gouvernement et cela ne s'explique pas seulement par l'ostracisme des médias.

Au lieu d'avancer, nous avons stagné.

Et le projet de thèses pour le prochain congrès nous propose d'enregistrer ce recul. Il opère un tournant par rapport aux thèses de la majorité elle-même au dernier congrès.

## Les trois idées du projet de thèses...

Si on résume le projet de thèses paru dans *Critique Communiste* n° 22, il en ressort trois éléments :

1) C'est le marasme, le recul, le reflux de la combativité ouvrière : nous sommes dans une situation qui « accroît le désarroi des travailleurs face à la profondeur et à la durée de la crise », (1-4) ou « généralement acculés à la défensive malgré des nombreuses luttes et leur refus de l'austérité, les travailleurs subissent les effets de la montée du chômage » (1-5) où il y a un « faible niveau de mobilisation des travailleurs » (2-6) ou les « travailleurs n'aperçoivent pas... la possibilité et l'efficacité d'une perspective d'ensemble impliquant la coordination de leurs luttes et leur présence en tant que classe sur la scène politique » (2-7). Les thèses notent que « le sentiment que l'orientation du PS et du PCF conduit à l'échec »... « ouvre des conditions plus favorables à la concrétisation d'une orientation luttes de classes » (2-8) tout en précisant que « les seuls candidats à la relève gouvernementale se trouvent à droite » (2-6). Comment tout cela s'explique-t-il ? « l'attentisme, le faible nombre de luttes sociales impliquant des secteurs décisifs de la production renvoient au caractère même de la victoire des partis réformistes : une victoire électorale qui ne fut pas précédée d'un développement de l'activité autonome des travailleurs » (2-7). Ainsi

mai 81 n'est plus un « tournant » dans la situation politique en France comme l'affirmaient les thèses du congrès de 1981 mais... seulement une accumulation de bulletins de vote survenue « dans des conditions de lutte plus difficiles », « dans un contexte de désorientation du mouvement ouvrier et de division exacerbée »... (2-7). C'est une sorte de victoire surprise et non plus l'aboutissement d'une puissante volonté de changement parmi les travailleurs.

2) Paradoxalement si les masses sont déçues et désorientées, si la classe ouvrière est acculée à la défensive... par miracle, une « gauche de la gauche » échappe à ce triste sort et se « différencie ». Les thèses ne cessent de mentionner ces « différenciations » : « l'affirmation d'une force politique à la gauche de la gauche... devient un élément important de conviction pour des milliers de militants ouvriers conscients... » (4-3). « C'est ainsi que l'idée d'une alternative politique au PS et au PC touche des cercles de plus en plus larges. L'idée d'un parti à la gauche de la gauche fait son chemin » (5-3). Les thèses concluent longuement sur la nécessité pour la LCR de se tourner vers cette « gauche de la gauche », même si, ironie involontaire, « rien ne permet encore de prévoir quels seront les contours de telles différenciations lorsqu'elles se produiront, ou si elles se situeront dans la continuité des éléments de recomposition perceptibles aujourd'hui » (5-3).

3) Pour flatter cette « gauche de la gauche », ces « milliers » de militants conscients, ces « cercles larges », il faut populariser une « alternative » (4-4-2), défendre « les piliers stratégiques du programme révolutionnaire » et « sans préjuger du type de réponse » que cela implique engager « les fondements d'une démarche de regroupement » (5-3-2). Qu'est-ce à dire ? C'est une façon de dire qu'il faut un autre parti que la LCR et les thèses, d'ailleurs, ouvertement, affirment, à propos des acquis des premières années de l'Internationale Communiste, de l'Opposition de gauche et de la 4<sup>e</sup> Internationale : « ce programme ne répond pas à tous les problèmes de stratégie révolutionnaire » (5-3-2).

Ainsi le programme de la LCR est réduit à quatre « piliers stratégiques » (5-3-2) autour desquels il convient de faire de la propagande. Il est caractéristique de lire les quatre têtes de chapitre consacrées à la construction du parti révolutionnaire :

« 5-4-1 : mener le débat... »

« 5-4-2 : nouer un dialogue permanent... »

« 5-4-3 : prendre part à la discussion... »

« 5-4-4 : renforcer la discussion et la collaboration... »

Comme on le voit, il s'agit de débattre, discuter, causer, dialoguer... et il n'est guère question d'agir. La LCR ne se présente plus comme le « noyau » du parti, elle est une des « composantes »

qui ne cherche pas à imposer ses vues à l'avance, et qui d'emblée ne propose que les « piliers » de son programme dont elle reconnaît (avant débat) qu'il ne « répond pas à tous les problèmes » et que c'est « à terme » que pourrait être « définies les bases politiques d'un éventuel regroupement » (5-3-2) où les diverses composantes continueront à discuter des « éventuelles divergences maintenues ».

## ... sont trois idées fausses

Nous sommes en désaccord avec ces trois idées maitresses des nouvelles thèses de la majorité de la LCR.

1) Nous mettons au défi la majorité de prouver qu'il y a eu un « tournant » dans la période au milieu des années 1970 : et la victoire du Vietnam de 1975 à 1978 ? Et la chute du Shah en 1976 ? Et la révolution au Nicaragua en 1979 ? Et la mobilisation ouvrière en Pologne à partir de 1980 ? Et les progrès du mouvement de masse contre les dictatures au Brésil, en Argentine, et récemment au Chili ? Et la chute des dictatures au Portugal, en Grèce, en Espagne dans la deuxième partie de la décennie ? Et la montée d'un mouvement de masse pacifiste sans précédent historiquement en Europe ? Et les victoires électorales des partis ouvriers en France, en Grèce, en Suède, en Espagne, au Portugal et en Australie... ? Pourquoi les thèses tordent-elles le bâton et font-elles un tableau unilatéral des rapports de force mondiaux à l'avantage de la « contre-offensive impérialiste » ? Même en tenant compte de la défaite du SPD allemand, de la réélection de Thatcher et du triomphalisme de Reagan, il faut bien mettre en évidence le haut niveau de combativité ouvrière en Europe : faut-il faire remarquer que 634 000 fonctionnaires belges viennent de faire une grève générale de 10 jours ?

Faut-il retenir, comme l'a fait *Rouge*, que règne « l'amertume ouvrière en Belgique » Ou faut-il au contraire plutôt souligner la puissance du mouvement et la trahison des directions syndicales ?

S'il y a eu offensive bourgeoise depuis 1975-1977 en France, alors pourquoi les acquis des travailleurs ont-ils progressé ? Pourquoi par exemple, la proportion d'ouvriers mensualisés est-elle passée de 10,6% en 1969 à 88,7% en 1979 ? Pourquoi le nombre de salariés travaillant 40 heures et moins est-il passé de 13,6% en 1973 à 54,6% en 1980 et 84,4% en 1983 ? Les 39 heures, la 5<sup>e</sup> semaine, la retraite à 60 ans, la hausse du SMIC, des retraites, allocations familiales, des droits syndicaux nouveaux, le remboursement de l'IVG, l'abolition de la peine de mort, une protection des bas revenus face aux impôts, tout cela, ce ne sont pas des « cadeaux » du gouvernement mais des concessions qu'il a été obligé de faire en conséquence du rapport de force mis en évidence par la victoire ouvrière de mai-juin 81.

Imagine-t-on tout cela en période de « recul » du mouvement ouvrier ? Imagine-t-on tout cela quand le désarroi et l'amertume se répandent ?

Certes, les attaques du blocage des salaires, du plan de rigueur, du budget 84 vont se faire sentir et leurs effets s'accumulent : 1% solidarité, 1% impôt, 1% vieillesse, 1% chômage, non indexation des salaires sur les prix, etc. Certes, les effets du chômage sont graves et durables, mais rien n'est joué ! La tendance générale n'est pas inversée et c'est dans les années qui viennent que le rapport de force va se dénouer. Pourquoi sonner la retraite avant la bataille ?

2) C'est erroné pour la LCR de s'isoler « à la gauche de la gauche » et de privilégier des « différenciés » avec lesquels on va « débattre » au lieu de chercher à se lier au gros de la classe ouvrière, aux millions de travailleurs influencés par le PS et le PC et qui, justement, se posent des questions et veulent lutter. Nous devons nous orienter sur l'état d'esprit des larges masses et non pas désespérer d'elles. Les travailleurs ne manquent pas « d'idées » mais d'instruments efficaces pour l'action. C'est par l'expérience, en se confrontant à la réalité de la politique de Jospin et de Marchais que les travailleurs iront plus loin que leurs organisations traditionnelles ne le veulent.

La LCR doit chercher à construire un large front unique ouvrier, prôner l'unité du PS et du PC contre la droite et, avec les travailleurs du rang, interpellé les dirigeants PS et PC, les députés élus à l'Assemblée Nationale.

Simplifions nos campagnes et cherchons à rassembler dans l'action le front unique de tous les travailleurs sur une ou deux revendications précises en matière de salaires, d'emploi : augmentation des salaires indexée sur les prix ! Refus de tous licenciements ! Un mouvement de masse qui se dessine pour la défense des acquis est amené à aller plus loin que ses objectifs initiaux. Les révolutions avancent en se défendant. C'est en ripostant contre les menaces de la droite que la classe ouvrière mettra en porte-à-faux la politique du PS et du PC, nous devons participer à ce genre de mouvement et non pas nous en isoler à « la gauche de la gauche ».

3) C'est pourquoi la LCR doit se présenter comme un parti d'action confiant en son propre programme et non pas comme un groupe de spécialistes du débat ne proposant humblement que quelques « piliers » de leur programme comme base d'un « éventuel programme » aux « contours incertains ».

Nous estimons que le programme de la Quatrième Internationale répond aux problèmes de stratégie révolutionnaire qui se posent aujourd'hui. Nous estimons qu'il faut faire de la propagande

en sa faveur. Les trotskystes ne doivent pas négliger leur rôle dans la bataille d'idées contre la droite, contre Reagan, contre Andropov. Nous sommes les premiers combattants contre le stalinisme, des centaines de milliers de militants ont été assassinés parce que trotskystes, ils défendaient la démocratie ouvrière face au stalinisme, parce qu'ils voulaient des syndicats libres, un mouvement ouvrier indépendant, vivant, comme celui des ouvriers polonais aujourd'hui. Trotsky, le premier, a dénoncé la « révolution trahie », il a préservé, alors qu'il était minuit dans le siècle, les idées de la Commune de Paris, celles de la Révolution d'Octobre 17. Tout cela nous devons l'enseigner. De même, nous devons enseigner que la révolution doit étendre les libertés et non pas les restreindre, qu'un parti doit avoir un fonctionnement scrupuleusement démocratique s'il veut mériter l'étiquette « révolutionnaire »... Ces idées-là oui, nous devons les propager.

Mais mieux vaut une action concrète, de masse, sur un point précis que mille discours sur le programme en général.

C'est contre la droite, contre l'arrogance patronale et pour la défense des acquis que les travailleurs se battent et nous, avec eux : pour les salaires dans la Fonction Publique, contre les licenciements à Peugeot, à la Chapelle-Darblay, à Carmaux, pour les acquis à EDF, à la RATP, aux PTT, à la SNCF. C'est par l'expérience que les travailleurs avancent et, partant des revendications immédiates, mettront en cause le fait que PS et PC fassent le jeu des patrons. En l'occurrence, il faut mettre ces dirigeants devant leurs responsabilités : agissez. Grèves et mobilisations gêneront la droite, c'est elle qui a tout à y perdre ! S'il y a des luttes aujourd'hui, c'est le meilleur moyen de battre la droite en 1986. Et s'il n'y a pas de mobilisation suffisante, nationale, coordonnée, c'est la faute aux directions et non pas aux travailleurs.

La LCR doit maintenir une ligne de front unique ouvrier.

Voilà les premières raisons pour lesquelles 11 membres du Comité Central et plusieurs centaines de militants de la LCR se sont constitués en tendance afin d'opposer au projet de thèses majoritaires deux motions soumises au vote du congrès de janvier 1984 sur deux questions-clefs :

1) Oui, la situation issue de mai-juin 81 est favorable aux travailleurs.

2) Oui, la LCR doit mettre en œuvre une politique de front unique ouvrier.

Nous espérons présenter ces deux motions dans un prochain article.

**Isabelle Arnaud  
Gérard Filoche**

# Le temps du sérieux

Lors de son dernier congrès, en 1981, la LCR s'est trompée. Inspirées de comparaisons avec 1936, ses analyses prévoyaient une radicalisation des travailleurs qui, déçus par les compromis du gouvernement seraient prêts à se mobiliser pour une autre politique. Pour tout dire, on parlait alors d'une situation pré-révolutionnaire, même si, en dernier lieu, le terme ne fut pas employé dans les thèses !

Les faits ont tranché sur le sujet. Et l'affaire ne serait pas trop grave si cette vision aberrante n'avait déterminé une action inappropriée aux conditions existant dans le mouvement ouvrier. Pendant près de deux ans, la LCR a pris l'initiative de campagnes au contenu politique limité sinon ambigu comme « faire payer le CNPF » ou s'est investie dans le soutien et l'extension de l'appel « dit de Rouen ». Comme si la tension était telle dans le pays qu'une agitation sur quelques revendications immédiates pouvait entraîner à la lutte de larges couches de salariés. L'échec était inévitable. Il s'est produit et n'a pas peu contribué à donner à la Ligue l'image d'un groupe sans prise sur la réalité.

Aujourd'hui, la majorité de la LCR revient sur ces affirmations. Elle revient aussi sur la « fameuse » existence d'un « mouvement trotskiste » qui à défaut d'avoir résisté au verdict des faits, n'en a pas moins mis à mal notre organisation pendant quelques temps. Il était temps ! Réjouissons nous donc de ce tournant, quand bien même il ne s'accompagne pour l'instant d'aucun bilan critique. On peut discuter les nouvelles thèses en parlant un même langage. Pourtant, en dépit de ce progrès, il reste beaucoup à faire pour que l'organisation joue enfin le rôle initiateur que lui permet sa position dans l'extrême gauche.

C'est la raison pour laquelle nous défendons dans le débat des amendements de fonds dont l'adoption est, à

nos yeux, la condition indispensable pour que la rectification en cours ait véritablement sens et portée.

## La réalité en face.

Nous ne pouvons ici qu'indiquer les axes de nos critiques et de nos propositions, avec le schématisme qu'implique le manque de place.

Parlons d'abord des perspectives d'évolution de la situation en France et en Europe. La résolution de la majorité admet enfin que la combativité ouvrière n'est pas à son plus haut niveau, que la crise du capitalisme a des conséquences sur le niveau de conscience et sur le comportement des travailleurs, que depuis 1975 environ les perspectives ouvertes par les mouvements de 1968 sont atténuées. Mais elle affirme en même temps que les grands affrontements sont devant nous et que des tournants brusques de la situation sont possibles.

Disons le clairement : *de telles déclarations générales, si elles sont pas fausses en soi, sont notoirement insuffisantes*, surtout lorsqu'elles sont juxtaposées avec des indications contradictoires. Pour une fois, camarades, soyez clairs ! Ne songez pas à préserver l'avenir par de petites phrases destinées à montrer, dans 2 ans, que vous aviez un peu raison même si vous vous êtes complètement trompés. Répondez ouvertement à la question suivante : allons nous dans les prochaines années vers des affrontements de classes d'une telle ampleur qu'il sera possible de mener une lutte effective pour un gouvernement des travailleurs ?

Pour nous, la réponse est évidente. Les effets les plus immédiats de 1968 sont taris. Le mécontentement est grand contre la politique d'austérité. Il suscitera des réactions parmi les salariés, voire de grands mouvements grévistes. Mais aucune de ces luttes éventuelles ne créeront les conditions d'un combat d'ensemble contre l'Etat capitaliste.

Penser le contraire, c'est fermer les yeux sur les symptômes de recul qui se manifestent chez les travailleurs : passivité relative, tendance à la désyndicalisation, méfiance croissante vis à vis des partis de gauche (sans que les organisations révolutionnaires n'en croissent forcément pour autant, même si une des caractéristiques de la situation est l'émergence de courants critiques en particulier chez les cadres syndicaux).

Une partie de ces phénomènes négatifs est due à la crise. Mais celle-ci ne fait que révéler et accélérer une crise structurelle du mouvement ouvrier. La bourgeoisie le sait et en profite. A l'image d'un Chirac qui se veut hyper-légaliste, elle emploiera tous les moyens pour éviter un choc frontal avec les travailleurs. Elle usera d'une tactique de grignotage qui peut aboutir à une succession de défaites partielles des couches populaires. Il ne faut pas faire, au moins jusqu'en 1986, d'un coup de force de la droite l'hypothèse la plus probable. Le gouvernement de gauche travaille pour elle. Tout ceci pour conclure qu'avant que ne devienne possible une nouvelle phase de luttes ouvrant sur la question du pouvoir, de nombreux obstacles doivent être levés. Ils ne le seront qu'au prix d'une série d'expériences qui permettront aux salariés de surmonter leur désarroi, *de trouver les formes d'expression politique et d'organisation pratique* qui leur permettent de passer à l'action.  
*Du temps est nécessaire*

## Des réponses concrètes.

Il ne s'agit pas, de notre part, d'un souci de raffiner l'analyse à l'extrême. Une juste compréhension de l'avenir détermine directement la pratique d'une organisation politique : on n'agit pas de la même façon si l'on est à la veille de grandes luttes ou si celles-ci ne sont prévisibles qu'à moyen terme.

On peut s'en rendre compte dès qu'il est question des propositions d'action

que peuvent faire aujourd'hui les révolutionnaires. Défendre les grandes lignes d'un programme pour le socialisme, se battre pour des revendications immédiates : ces deux attitudes, pour utiles qu'elles soient, ne suffisent pas. Dans leur majorité, les travailleurs n'ont qu'une confiance minimale dans le gouvernement de gauche mais ils ne veulent pas la victoire de la droite et ne voient pas quelle autre politique serait possible. Il faut donc œuvrer à convaincre qu'une orientation de rupture avec le capitalisme peut-être pratiquée. Il faut un programme d'action.

L'élaboration d'un tel programme ne peut résulter que d'une longue discussion de tous les secteurs du mouvement ouvrier. Mais ces éléments principaux peuvent être dégagés dès maintenant. Il s'agit de défendre les acquis en matière de niveau de vie, de conditions de travail, d'emploi, d'empêcher une détérioration de la vie qui accentuerait la division et la démoralisation. Il faut aussi un ensemble de mesures d'urgence, que devrait appliquer le gouvernement s'il ne cherchait d'abord la conciliation avec les patrons. Répondre aux grands problèmes de l'heure-armement, monnaie, commerce extérieur, planification... — tel est le sens de ces mesures qui, il faut le répéter, doivent montrer qu'une autre politique est possible.

Si l'on se limitait à cela, on ne dépasserait pas le niveau de programme d'un contre-gouvernement. Les réponses concrètes doivent s'inscrire dans une perspective à long terme, dans le cadre de ce que le jargon appelle « les solutions ouvrières à la crise ». Aucune politique économique ne peut à elle seule permettre une sortie progressive de la crise actuelle. Ce sont les rapports sociaux, de l'entreprise à l'Etat, qui doivent être transformés. Dans l'immédiat, il faut amener les travailleurs à combattre les structures mêmes du pouvoir patronal. Aussi est-il indispensable de mettre en avant la nécessité du *contrôle par les travailleurs*.

Le contrôle n'est pas un mot d'ordre abstrait, destiné à figurer tel quel au bas des affiches. Il est l'aboutissement nécessaire de toute lutte d'envergure, même partielle. Il donne sa dimension anticapitaliste aux actions les plus minimales car il est la forme actuelle sous laquelle peut être préparée l'auto-organisation ouvrière, condition de toute lutte efficace contre l'Etat bourgeois.

Cet ensemble qui unit la défense des acquis, les mesures d'urgence et le contrôle des travailleurs est, pour nous, la condition même de toute intervention de masse. Nous ne pouvons que constater le silence prudent des thèses de la LCR sur le fond de ces problèmes. Peut-on dès lors les considérer, malgré leurs « avancées », comme un valable instrument d'action ?

## Un parti ! Quel parti ?

Les thèses se déclarent en faveur de la création « d'un parti à gauche de la gauche ». Là encore, applaudissons à cette nouveauté, qui tranche avec bien des sectarismes encore récents. Mais regrettons que l'on n'aille pas plus loin. Car si la LCR doit participer aux discussions pour un nouveau parti comme elle a participé à Union dans les luttes il y a quelques années, on est loin du compte.

Nous demandons donc la précision. A l'heure actuelle, en dépit des difficultés de la période, des milliers de travailleurs des entreprises, des syndicats, des mouvements sociaux prennent leur distance avec les réformistes, cherchent d'autres formes d'action et d'organisation. Nous devons nous adresser à eux, leur proposer des modalités de lutte adaptées à leur démarche. En sachant que toutes les batailles communes posent et poseront de plus en plus la nécessité d'une nouvelle organisation.

De cette organisation, la LCR peut

seulement prétendre à en être une composante. Et, plutôt que de vouloir, comme le font inconsidérément les thèses, imposer un programme qui reprenne l'essentiel du nôtre, nous devons dire : « Bien sûr, nous continuerons à débattre sur la base de notre programme, de nos acquis politiques et organisationnels tels qu'ils résultent de notre histoire, mais nous ne saurions exiger de l'organisation qui, après demain, regroupera des militants venus de milieux divers avec des expériences diverses, l'adoption de l'intégralité de ce programme. Nous y participerons sans arrière-pensée si elle a sur les problèmes essentiels de la lutte de classes des positions claires, si la démocratie interne y est telle que chacun puisse y défendre ses idées. Dès aujourd'hui, nous œuvrons pour que naisse un tel regroupement ».

Dès aujourd'hui, car, si les perspectives immédiates sont minces, c'est par un travail de longue haleine que l'on construit une organisation. Dès aujourd'hui l'ensemble de l'activité de la LCR doit être orientée par cette perspective.

On le voit, les problèmes politiques que nous soulevons ne portent pas sur des points mineurs mais sur des questions essentielles : *ce que permet la situation, le programme qu'il faut défendre, l'organisation qu'il faut bâtir* — et nous ne parlons pas de sujets dont la place nous manque pour les évoquer : l'attitude dans le mouvement anti-guerre entre autres. Sur certains points, les thèses du CC nous semblent fausses. Sur d'autres la discussion doit se poursuivre pour juger jusqu'où ira le tournant qui a été initié par ces thèses. La façon dont seront discutées nos propositions aura valeur de test.

Nous saurons si, pour la LCR, le temps du sérieux est advenu.

**Denis Berger  
Michel Lequenne  
Olivier Nivert**

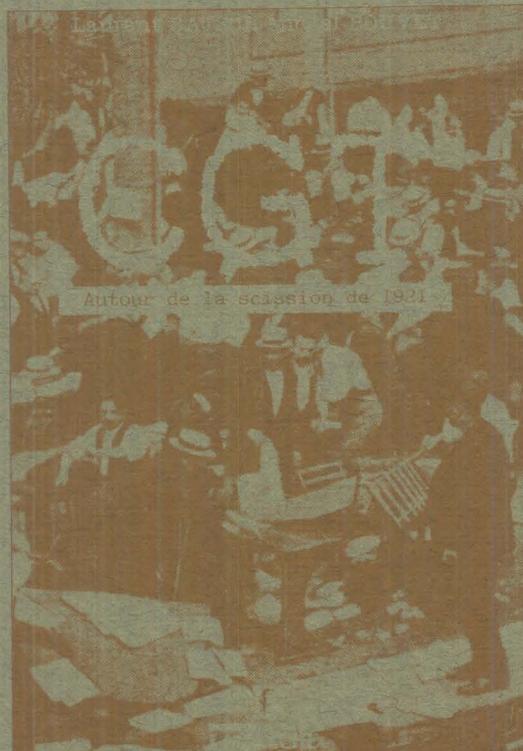
Vient de paraître

# CGT

autour de la scission de 1921

La charte d'Amiens  
Les rapports parti-syndicat  
Unité et démocratie syndicales

60 F  
à la librairie  
« La Brèche »



L'agonie du capitalisme  
et les tâches de la  
IV<sup>e</sup> Internationale

Programme de transition



**B**  
LA BRÈCHE

Réédition. Parution courant novembre. 20F

*Contre le plan Savary  
Pour une loi  
de nationalisation laïque*



5F Octobre 1983

Ligue communiste révolutionnaire **LCR**

section française de la Quatrième Internationale

# Critique Communiste

Revue mensuelle de LCR éditée par la société P-E-C  
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93 100 Montreuil-sous-Bois.  
859 00 80.  
Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.  
ISSN — 0298 — 2068 N° CP : 56 5511